

Numéro 18 - 5 mai 2018

**Besoin urgent de renouveler le processus démocratique**

## **Le mépris du premier ministre pour le principe démocratique**

- Anna Di Carlo -



**Besoin urgent de renouveler le processus démocratique**

- Le mépris du premier ministre pour le principe démocratique - *Anna Di Carlo*
- Le gouvernement Trudeau dépose le projet de loi C-76 modifiant la Loi électorale

**Le vol des ressources du Canada dans le nord de la Colombie-Britannique**

- Ceux à qui profite le projet de LNG Canada d'extraction, de liquéfaction et d'expédition de gaz naturel en Colombie-Britannique - *K.C. Adams*
- Le stratagème du gouvernement de la Colombie-Britannique pour payer les riches

**À titre d'information**

- Octroi d'un contrat d'ingénierie-approvisionnement-construction (IAC) pour l'installation de GNL à Kitimat

**Bicentenaire de naissance de Karl Marx**

- Le nom et l'oeuvre de Karl Marx vivront dans le coeur et l'esprit de millions de personnes qui aspirent à bâtir le Nouveau

- **Biographie de Marx - *Friedrich Engels***
- **Oeuvres d'art et autres articles d'intérêt**
- **Vidéo: Bibliothèque commémorative et École ouvrière Karl Marx à Londres**

#### **Supplément**

#### **Le Premier Mai à l'échelle mondiale**

- **Les travailleurs du monde entier font valoir leurs revendications combattantes**

---

### **Besoin urgent de renouveler le processus démocratique**

## **Le mépris du premier ministre pour le principe démocratique**

**- Anna Di Carlo -**



Le système politique canadien est en crise. Les Canadiens de tous les milieux ne cessent d'exprimer un sérieux mécontentement face à un système qui permet que des décisions soient prises sur lesquelles ils n'exercent aucun contrôle. Le système appelé démocratie représentative est maintenant plongé dans une profonde crise de crédibilité et de légitimité à cause de cela. L'absence d'une apparence de gouvernance avec le consentement du peuple est palpable et les réformes qui ne s'attaquent pas à ce problème fondamental ne font qu'aggraver la crise. Le récent projet de loi sur la réforme électorale et les remarques du premier ministre Justin Trudeau le confirment.

Le 30 avril, le gouvernement Trudeau a déposé à la Chambre des communes le projet de loi C-76 qui vise à modifier la loi électorale. Ces modifications ne corrigeront en rien le problème fondamental auquel fait face le corps politique sur ce front, qui est que les élections portent au pouvoir des partis politiques qui prennent des décisions et adoptent des lois qui sont contraires aux intérêts du peuple et de la société.

Vient s'ajouter à la crise de crédibilité du système de démocratie représentative le fait que ce qui est promu comme étant les « enjeux électoraux » par des firmes globe-trotters de stratégie de marketing politique sont les demandes d'intérêts supranationaux. De concert avec les faiseurs

d'image des chefs de parti, ces stratégies ont pour objectif de gagner par tous les moyens nécessaires. Les plateformes des partis et la personnalité des chefs sont façonnées par des résultats de sondages et des consultations de groupe et d'autres mécanismes créés pour servir des intérêts privés. On demande à des personnes et à des groupes choisis au hasard d'exprimer leurs préférences et celles-ci sont additionnées par un procédé mystérieux pour arriver à la conclusion douteuse qu'elles sont « ce que le peuple veut », ce qui est ensuite proclamé opinion majoritaire du corps politique. C'est absurde.

En fin de compte, le processus électoral tel qu'il existe présentement au Canada sert à taire la discussion publique et à étouffer tout mouvement politique du peuple pour s'investir du pouvoir. Les principes démocratiques fondamentaux que les citoyens ont le droit d'élire et d'être élus et que la légitimité électorale requiert un électorat informé ont été jetés par la fenêtre. Il n'y a pas de discussion sur qui et quoi ils représentent. En fait, aujourd'hui l'orchestration de scandales est devenue la méthode préférée pour priver le peuple d'une conception du monde qui soit en sa faveur. Toutes les bassesses sont permises dans l'affrontement pour le pouvoir ; une faction de la classe dominante mène la charge pour ternir la réputation de ses adversaires. Ceux-ci sont forcés de répondre aux allégations et le corps politique au complet est entraîné dans le commérage. L'hypocrisie supplante tout et à la fin l'électeur se retrouve sans la possibilité de poser un geste informé, produit d'une discussion sur la meilleure façon de faire avancer la société.

Pour le comble, le 1er février 2017 le premier ministre Justin Trudeau a annoncé qu'il renonçait à sa promesse de réformer le mode de scrutin pour le rendre plus représentatif. Bien qu'il ait martelé durant la campagne électorale que c'était un mandat du peuple et qu'il est clair que la réforme du système électoral pour le rendre plus représentatif est la dernière chose que veulent ceux qui sont au pouvoir ou qui ambitionnent de l'être, le premier ministre a réussi à présenter l'abandon de la promesse faite comme une affaire d'idéaux supérieurs. Il a rejeté les modifications proposées par le Comité spécial sur la réforme électorale, formé de tous les partis à la Chambre, en disant :

« Si nous faisons un changement ou risquons un changement qui augmente les voix individuelles — qui augmenterait les voix extrémistes et les voix activistes qui ne siègent pas au parlement pour débattre de ce qui est dans le meilleur intérêt de l'avenir de l'ensemble du pays, comme le font les trois partis actuels —, je crois que nous ouvririons une période d'instabilité et d'incertitude. Et nous mettrions en péril cette chose qui fait que nous sommes plus chanceux que quiconque sur la planète. »



système qui fonctionne si bien. »

Questionné sur ses propos, il a ajouté : « Si vous avez un parti qui représente des voix marginales, ou à la périphérie de nos perspectives et qui détient 10, 15, 20 sièges la Chambre, en fin de compte il détient la balance du pouvoir. La force de notre démocratie est que nous devons rassembler les gens dans les grands partis qui représentent toute la diversité du Canada et qui apprennent à travailler ensemble. Vous n'apprenez pas en amplifiant les petites voix, vous apprenez en écoutant toutes les voix. Et c'est pourquoi nous avons un

Il est difficile de comprendre comment une déclaration si éhontée en faveur du privilège et du statu quo puisse se concilier avec les principes démocratiques. Il se garde bien de dire ce qu'il fait

des voix qu'il considère marginales ou extrémistes quand elles se font entendre sous son « grand chapiteau ». Même un examen sommaire de l'histoire des partis politiques au Canada montre qu'ils sont tous devenus des « grands chapiteaux » en réaction au mouvement du peuple pour s'investir du pouvoir de décider de ses affaires, pour s'assurer de maintenir le pouvoir entre les mains des quelques-uns. Le rôle des partis qui forment un système de cartel de partis, la crise dans laquelle ils se retrouvent et leur définition de l'intérêt national en disent long sur le besoin de renouveau politique. Les propos du premier ministre détournent l'attention de la grave crise dans laquelle le système de démocratie représentative s'est enlisé du fait que sa fonction est de porter au pouvoir des partis qui agissent pour le compte d'intérêts supranationaux privés. La prétention que ces partis représentent l'intérêt national et que quiconque s'oppose à cette définition intéressée de l'intérêt national représente une menace pour la sécurité nationale sert les mêmes fins. Ce sont sans doute les voix marginales, les voix extrémistes et activistes que le premier ministre voudrait illégaliser.

Le Parti marxiste-léniniste du Canada (PMLC) soutient depuis longtemps que l'objectif du processus électoral démocratique doit être d'investir directement les Canadiens du pouvoir, non pas de former un gouvernement de parti. Le processus a besoin de renouveau pour éliminer le privilège, surtout celui des chefs et des partis politiques privilégiés et leur accès au pouvoir.

Le premier ministre use de sa position de privilège pour tenir ces propos impudents et bafouer toute notion moderne de la liberté de parole en tant que droit. Sa conception des voix marginales, extrémistes et activistes qui causent de l'instabilité assimile le discours politique légitime qui contribue au progrès politique et social à une menace à l'intérêt national, à la sécurité nationale et à l'unité nationale.

Il est impératif de discuter de la notion de l'intérêt national que colporte la classe dominante. Elle sert certainement à entraîner le Canada dans la quête de domination mondiale des États-Unis, en rivalité avec les autres puissances. Il appartient aux Canadiens de définir l'intérêt national, pas à ceux qui profitent de l'intégration de l'économie du Canada à la machine de guerre américaine.

Le PMLC est convaincu qu'une fois que les gens verront en quoi consistent les modifications proposées à la Loi électorale, ils verront qu'elles ne rendent pas la loi plus démocratique ou moderne, et ne sont certainement pas à la hauteur de ce qu'il faut pour réaliser le droit d'élire et d'être élu et le droit à un vote informé. Plus le peuple est exclu, plus il réclame ses droits et cherche à surmonter les obstacles qui l'empêchent de devenir lui-même le décideur de toutes ses affaires.

---

## **Le gouvernement Trudeau dépose le projet de loi C-76 modifiant la Loi électorale**

Le 30 avril, le gouvernement libéral a déposé le projet de loi C-76, *Loi sur la Loi électorale du Canada et d'autres lois et apportant des modifications corrélatives à d'autres textes législatifs*. Il a pour titre abrégé *Loi sur la modernisation des élections*. Il s'agit d'un document de 352 pages en version bilingue qui contient 398 clauses portant principalement sur la *Loi électorale du Canada*.<sup>[1]</sup> C'est un projet de loi complexe qui est imposé à une loi électorale déjà complexe et incohérente, dans laquelle il est de plus en plus difficile de s'y retrouver pour quiconque n'est pas un spécialiste du domaine juridique, et eux-mêmes trouvent cela difficile. Il est certain que c'est de façon non informée que les députés à la Chambre des communes, y compris les libéraux, qui



sont maintenant appelés à voter le projet de loi, vont devoir se prononcer.

Une bonne partie du projet de loi est fondée sur les recommandations contenues dans le rapport du directeur général des élections à la suite des élections générales de 2015 publiées dans un texte intitulé : « Un régime électoral pour le XXI<sup>e</sup> siècle ». Les recommandations qui ont été acceptées par le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre (PROC), mandaté pour réviser le rapport, visent principalement à faciliter le vote ; éliminer les failles et la confusion dans la loi liée à la réglementation financière ; éliminer les obstacles qui empêchent Élections Canada d'embaucher du personnel pour ses bureaux et de bureaux de scrutin ; rationaliser ou réduire le fardeau réglementaire pour les candidats et les partis politiques. Par exemple, les candidats qui n'atteignent pas le seuil de 10 000 \$ en contributions ou dépenses n'auront plus à embaucher un comptable pour vérifier leurs déclarations. Plusieurs recommandations substantielles présentées par le directeur général des élections n'ont pas été retenues, comme celle demandant que le temps d'antenne durant les élections soit augmenté et réparti équitablement entre tous les partis politiques enregistrés, plutôt que d'attribuer la part du lion au parti au pouvoir et aux partis formant l'opposition. Une période de dépenses préélectorale a été introduite, commençant six mois avant le début de la campagne lorsque l'élection est déclenchée selon la date fixée par la loi. Une limite de dépenses de 1,5 million \$ pour les partis politiques sera en vigueur pour la période préélectorale, tandis que les tiers seront assujettis à une limite de 1 million \$ qui s'appliquera non seulement à la publicité, mais à un éventail plus large d'activités telles que des sondages.

D'autres parties du projet de loi renversent certaines des dispositions édictées par la *Loi sur l'intégrité des élections* mise en place en 2014 par les conservateurs sous Stephen Harper. Les amendements de Harper à la Loi électorale ont été largement condamnés, en particulier parce qu'ils rendaient plus difficile aux électeurs de s'identifier aux bureaux de scrutin. Cela a également limité les pouvoirs du directeur général des élections de mener des campagnes d'éducation, surtout en ce qui concerne l'incitation à voter. Le projet de loi a été perçu comme un acte de vengeance de la part de la bande Harper contre Élections Canada et le commissaire aux élections parce qu'ils avaient porté des accusations contre le Parti conservateur du Canada à cause de son utilisation d'un stratagème de financement électoral connu sous le nom de « scandale des transferts ». De plus, bien qu'elle ne l'ait pas mis en évidence au moment de son adoption, la *Loi sur l'intégrité des élections* a introduit une augmentation de l'allocation quotidienne liée aux dépenses électorales pour les partis politiques et les candidats lorsque la campagne électorale dépassait le minimum de 36 jours. De plus, la loi sur les élections à date fixe du gouvernement Harper n'a pas fixé de durée maximale pour la période de campagne électorale. Quand Harper a déclenché les élections en 2015, le calendrier a donné lieu à une campagne électorale de 78 jours et à une augmentation considérable des sommes qui pouvaient être dépensées légalement. Ces aspects de la *Loi sur l'intégrité des élections* et de la Loi électorale à date fixe sont une leçon à tirer de la façon dont des textes de loi volumineux peuvent entraîner la promulgation d'amendements intéressés sans même qu'on s'en aperçoive. Le projet de loi C-76 va fixer à un maximum de 50 jours la période de campagne électorale et la limite de dépenses sera inchangée, quelle que soit la durée de la campagne. Les exigences d'identification de l'électeur reviendront à ce qu'elles étaient auparavant, les électeurs ayant le droit d'utiliser comme pièce d'identité la carte d'électeur d'Élections Canada postée à tous les électeurs inscrits. Les pouvoirs du directeur général des élections semblent être rétablis à son statut antérieur à Harper et le commissaire aux élections présentement assigné au bureau du procureur général retourne dans les bureaux d'Élections Canada et se verra accorder le pouvoir de porter des mises en accusation sans demander l'autorisation au procureur général.

Une partie importante du projet de loi C-76 porte sur l'affirmation que le processus électoral et politique du Canada risque d'être la cible d'attaques provenant de l'étranger, à la fois sous la

forme de « fausses nouvelles » et de cyberattaques. De nouvelles définitions et des définitions repensées sont incluses dans le projet de loi pour préciser ce qui est considéré comme une « influence indue par des étrangers » et quelles entités seront traitées comme « étrangères ». Par exemple, une entreprise étrangère ne répond pas à la définition, tant qu'elle a des activités au Canada. Les tiers (toute organisation ou individu autre qu'un candidat inscrit ou un parti politique) qui dépensent plus de 500 \$ seront assujettis à de nouveaux règlements rigoureux visant à interdire l'utilisation des fonds étrangers à des fins électorales.

En réponse prétendument aux préoccupations actuelles concernant le microciblage des électeurs à la suite des révélations sur Cambridge Analytica, les partis politiques seront tenus de publier leurs politiques de confidentialité (sur leur site Web) et de nommer un responsable à cet effet pour être enregistrés auprès d'Élections Canada. On a beaucoup parlé dans les médias de la façon dont cela ne change pas grand-chose puisqu'il n'y a pas en place de mécanisme pour assurer sa mise en application. Pendant ce temps, toute la question des partis politiques qui font du microciblage des électeurs n'est pas abordée. Faisant fi de ce problème, le projet de loi C-76 maintiendra dans les faits et même renforcera la capacité des partis politiques de poursuivre leurs pratiques de surveillance et de microciblage des électeurs. Cela inclut le fait que le projet de loi C-76 n'annule pas le changement créé par la *Loi sur l'intégrité des élections*, qui autorise les partis politiques et les candidats à recevoir les listes des électeurs qui ont voté non seulement durant les jours de scrutin, mais aussi après les élections. Bien que ces listes, connues sous le nom de « cartes bingo », aient été justifiées pour permettre aux partis politiques et aux candidats de savoir qui n'a pas voté afin qu'ils puissent « faire sortir le vote », la seule raison pour recueillir l'information sur qui a voté après l'élection est de pouvoir les inscrire dans les bases de données des électeurs exclusives à chacun des partis et pour ainsi suivre qui a et n'a pas voté d'une élection à l'autre et combiner cette information avec d'autres données sur comment ils votent. Les mesures qui sont prises pour faciliter le vote des électeurs, comme les listes numérisées plutôt que les listes électorales sur papier, sont présentées de manière à faciliter l'accès des partis politiques à l'information en temps réel sur qui sont les personnes qui ont voté.



Le jour où le projet de loi C-76 a été déposé, les membres du Conseil privé, où siège le ministère des Institutions démocratiques, ont tenu une séance d'information technique avec les médias, suivie d'une conférence de presse avec Scott Brison, ministre délégué aux Institutions démocratiques. L'une des questions soulevées a été l'aspect de dernière minute de la législation.[2] Le ministre Brison a ignoré la question en faisant plutôt allusion au fait que le PROC avait fait un examen approfondi des recommandations du directeur général des élections, laissant entendre que tout le monde était au courant. Il a dit que 85 % des recommandations du directeur général des élections seront mises en oeuvre, sans commenter celles qui ont été rejetées.

C'est un fait qu'entre le 4 octobre 2016 et le 15 juin 2017, le PROC a tenu 21 réunions pour examiner les recommandations du directeur général des élections et il a publié trois rapports sur celles qu'il appuyait. Il est toutefois important de noter que 19 des 21 réunions ont eu lieu à huis clos. Le personnel d'Élections Canada a travaillé avec les dix membres du PROC pour les

informer des changements. Pour les députés, le projet de loi n'a pas vu le jour avant le 30 avril. Les membres de la Chambre des communes, et encore moins la population en général, sont très peu au courant de ce que contient le projet de loi, sauf pour les termes généraux présentés par les documents d'information générale des libéraux. Même ceux qui présentaient le projet de loi ne savaient pas ce qu'il contenait ! Cela a été amplement démontré lorsqu'un journaliste a demandé pourquoi le projet de loi C-76 ignorait la recommandation du directeur général des élections voulant que les partis politiques soient tenus de fournir des documents liés à leurs dépenses électorales avant de recevoir des remboursements appréciables. Le projet de loi C-76 comprend cette recommandation, mais ni la presse, ni les membres du Conseil privé lors de la séance d'information technique, ni le ministre Brison ne le savaient.

Dans ses prochains numéros, *LML* examinera les divers aspects du projet de loi C-76 et son incidence sur le processus électoral et politique. Le Parti libéral du Canada a fait preuve d'un mépris total en ce qui a trait à l'importance de la Loi électorale. En présentant la loi à une date aussi tardive, il espère créer une situation où il pourra s'attaquer à ceux qui s'opposent à la loi parce qu'elle retarde son adoption rapide et que les gens devraient simplement faire confiance aux libéraux. L'hypocrisie libérale est sans limite.

## Notes

1. Des modifications directes et indirectes sont apportées à la *Loi sur le Parlement du Canada*, à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, à la *Loi sur l'accès à l'information*, à la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales* et à la *Loi sur le directeur des poursuites pénales*.

2. Le directeur général des élections de l'époque, Marc Mayrand, a soumis au Parlement son rapport prescrit par la loi le 26 septembre 2016 et a comparu devant le PROC le 4 octobre 2016, demandant aux membres de revoir ses recommandations et d'adopter rapidement les mesures approuvées afin qu'Élections Canada ait suffisamment de temps pour se préparer à leur mise en oeuvre. C'était particulièrement important étant donné que l'on ne savait pas à ce moment-là que le Parti libéral ne respecterait pas sa promesse d'éliminer la méthode du scrutin majoritaire uninominal à un tour. Depuis la démission de Mayrand de son poste, un poste qui demeure vacant, le directeur général des élections par intérim, Stéphane Perrault, a comparu devant le PROC à plusieurs reprises, répétant le besoin d'une promulgation rapide des recommandations d'Élections Canada, dont la plus récente le 24 avril 2018. Élections Canada se retrouve dans une situation où les préparatifs de l'élection de 2019 se déroulent comme si l'adoption du projet de loi C-76 était un fait accompli, même si le projet de loi n'a même pas été adopté en deuxième lecture.

---

## Le vol des ressources du Canada dans le nord de la Colombie-Britannique

# Ceux à qui profite le projet de LNG Canada d'extraction, de liquéfaction et d'expédition de gaz naturel en Colombie-Britannique

- K.C. Adams -

Le projet d'extraction, de liquéfaction et d'expédition de gaz naturel de LNG Canada en Colombie-Britannique est un vol impérialiste criminel de ce qui appartient au peuple de droit, et non un développement dans l'intérêt national comme le prétend l'élite dominante.



**Des Gitksans et supporters bloquent l'autoroute 16 près de Hazelton, en décembre 2014, pour protester contre l'octroi de permis environnementaux pour les infrastructures de gaz naturel liquéfié dans le nord de la Colombie-Britannique, dont deux gazoducs qui passeraient sur leur territoire et une usine de traitement qui menace les stocks de saumon de la rivière Skeena.**

La construction d'actifs fixes, l'approvisionnement en matériel, le financement, la gestion et l'exploitation du projet de 40 milliards \$ de LNG Canada dans le nord de la Colombie-Britannique sont contrôlés de l'extérieur du pays. Il semble que seuls le gaz naturel et la majorité de la main-d'œuvre soient canadiens tandis que les cartels financiers/industriels mondiaux contrôlent toute l'opération et l'expropriation de la valeur en tant que profit à toutes les étapes du projet.

LNG Canada est un cartel international dirigé par Royal Dutch Shell (50 %) avec une participation partielle de PetroChina, KOGAS (Corée du sud) et Mitsubishi (Japon). Les Canadiens, dont le territoire contient le gaz naturel, participent dans le projet comme travailleurs alors que les gouvernements au service des riches fournissent les fonds de l'État et l'infrastructure par le biais de différents stratagèmes pour payer les riches et concessions. La valeur nouvelle produite par les travailleurs dans le cadre du projet qui va rester au Canada se limite essentiellement aux salaires et avantages sociaux, soit leur valeur reproduite. L'autre nouvelle valeur que les travailleurs produisent lorsqu'ils transforment le gaz naturel en valeur d'usage sera expropriée en tant que profit par les propriétaires de LNG Canada et ira dans leurs coffres, loin du nord de la Colombie-Britannique.



Les concessions et les stratagèmes pour payer les riches accordés pour le projet par les gouvernements fédéral et de la Colombie-Britannique ont plus que compensé toute taxe ou redevance que LNG Canada paierait pour s'emparer du gaz naturel canadien. Cela signifie que peu ou rien de la nouvelle valeur produite par les travailleurs sera disponible pour la reproduction élargie de l'économie de la Colombie-Britannique dans le cadre d'un projet d'édification nationale. En outre, la valeur sociale reproduite consommée dans le projet, qui est transférée des travailleurs instruits, notamment leurs soins de santé, et reproduite par leur temps de travail sur le projet, ne sera pas correctement échangée avec les producteurs



publics de cette valeur, mais plutôt expropriée comme profit par les propriétaires du projet.

LNG Canada possède et contrôle le projet, qui consiste à extraire le gaz naturel des gisements de gaz du nord-est de la Colombie-Britannique et à l'expédier vers des marchés à l'extérieur du Canada via la côte ouest de la Colombie-Britannique. Le projet comprend les éléments suivants :

LNG Canada extraira lui-même ou au moyen de contrats le gaz naturel des gisements de gaz du nord-est de la Colombie-Britannique par la méthode connue sous le nom de fracturation hydraulique.

TransCanada Corporation a obtenu le contrat pour construire et exploiter le gazoduc Coastal GasLink qui s'étend sur 670 kilomètres depuis la région de Dawson Creek, en Colombie-Britannique, jusqu'à l'usine et l'installation de chargement proposées par LNG Canada au port côtier de Kitimat, en Colombie-Britannique. La société TransCanada est un cartel financier/industriel mondial qui construit présentement l'oléoduc Keystone XL qui fait face à une vive opposition, entre les champs pétrolifères de l'Alberta et les raffineries des États-Unis.[1]



**Gazoducs en Colombie-Britannique et projet de structures d'exportation  
(cliquer sur l'image pour agrandir)**

Le gazoduc Coastal GasLink se terminera à Légitimation, à l'usine de liquéfaction de gaz naturel de LNG Canada proposée au coût de 14 milliards \$. Le gaz naturel liquéfié (GNL) sera entreposé et chargé sur des navires méthaniers spéciaux pour le transport vers les marchés en Asie. Un contrat de construction commun entre les États-Unis et le Japon a été conclu pour la construction de l'usine de GNL de 14 milliards \$ et des installations connexes à Kitimat.

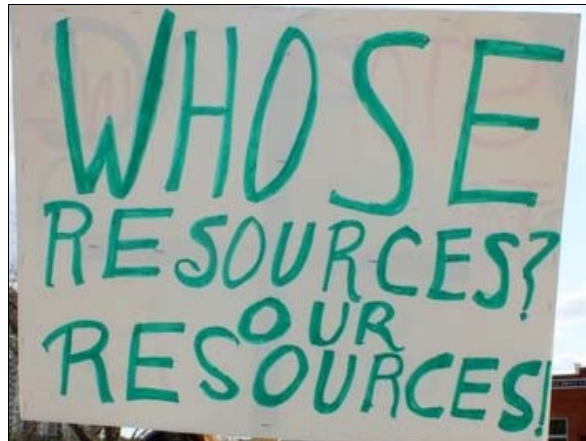
LNG Canada achètera ou louera des navires méthaniers pour transporter le GNL en Asie. Tous les navires méthaniers d'une valeur de plusieurs centaines de millions \$ chacun sont construits en Asie, principalement au Japon, en Corée du Sud et en Chine.

### Qui en profite ?

La valeur que les travailleurs créent en produisant les immobilisations pour l'ensemble du projet de LNG Canada est énorme. Cependant, la plus grande partie de la machinerie lourde et du matériel utilisé dans le projet, comme les modules de l'usine de GNL et les méthaniers, est produite à l'étranger sans valeur qui s'accumule au Canada. Les cartels étrangers contrôlent l'ensemble du projet. Les Canadiens n'accumulent pas l'expertise nécessaire pour fabriquer du matériel lourd et des actifs fixes, ce qui est un problème historique au Canada qui s'est aggravé avec l'annexion de l'économie au système d'États dominé par les États-Unis.

Une fois que les actifs fixes du projet sont utilisés, leur valeur est transférée peu à peu dans le gaz naturel au fur et à mesure qu'il se déplace du sol à la vente finale. Les actifs fixes comprennent les installations d'extraction de gaz et l'équipement connexe, le gazoduc à Kitimat, l'usine de GNL, les installations d'expédition et les méthaniers. Les cartels financiers/industriels étrangers contrôlent presque tous ces actifs et exproprient une grande partie de la nouvelle valeur que les travailleurs créent au cours de leur production et de leur exploitation. Cela pose un problème important, car le projet n'apporte que peu ou pas de valeur nouvelle à la reproduction élargie de l'économie canadienne au-delà des réclamations des travailleurs canadiens à la valeur reproduite individuellement, leur salaire et leurs avantages sociaux. Une fois que le projet ou les gisements de gaz naturel ont terminé leur cycle de vie, il reste très peu de choses en retour qui puisse servir à l'édification nationale, soit localement dans le Nord, soit ailleurs au Canada.

Ce problème est aggravé par les stratagèmes gouvernementaux de payer les riches qui soutirent la valeur provenant d'autres secteurs de l'économie et les attribuent aux propriétaires du projet de GNL. Cette valeur accordée aux propriétaires du projet provient d'infrastructures financées par des fonds publics, de l'électricité facturée à un prix inférieur au coût de production, de la valeur sociale reproduite par des travailleurs instruits et en bonne santé et d'autres subventions du Trésor public. Les aspects négatifs de ce développement impérialiste sont aggravés du fait qu'on accorde aux cartels mondiaux privés le droit de s'approprier la ressource naturelle en échange du versement de la plus petite compensation possible au Trésor public.



Inutile de dire qu'un développement aussi massif d'exploitation des ressources naturelles du pays pourrait être entrepris comme une entreprise entièrement ou presque entièrement publique avec tous les actifs fixes construits au Canada et toute nouvelle valeur distribuée et conservée au Canada pour le bien-être de la population et la reproduction élargie de l'économie. Cela créerait un important projet d'édification nationale où les avantages seraient importants et durables, au-delà de l'épuisement des ressources naturelles, et qui générerait des investissements et du développement dans le secteur manufacturier, les programmes sociaux et les services publics pour tous.

L'élite dominante appelle le projet de LNG Canada un « développement dans l'intérêt national ».

La réalité de qui profite de ce projet de GNL montre que la notion de « l'intérêt national » du gouvernement est très intéressée. Faciliter le vol pur et simple de nos ressources en opposition à l'édification nationale et à l'intérêt public ne peut jamais être dans l'intérêt national. Il est ridicule de suggérer une telle chose et cela montre que ceux qui sont au pouvoir ne sont pas aptes à gouverner.

### Note

1. D'autres gazoducs proposés en Colombie-Britannique sous le contrôle des impérialistes sont énumérés [ici](#).

(Source: *Business in Vancouver*, *CBC* and *CCPA*)

---

## Le stratagème du gouvernement de la Colombie-Britannique pour payer les riches

Les gouvernements fédéral et de la Colombie-Britannique exigent peu ou pas de redevances pour l'extraction et l'exploitation du gaz naturel au Canada. Des frais modestes sont payés pour garantir les droits de propriété sur les gisements de gaz et pour les quantités qui sont prélevées. Les impôts des sociétés pour les cartels mondiaux sont négligeables car ceux-ci savent déplacer au sein de leur vaste structure d'entreprise la nouvelle valeur qu'ils exproprient en tant que profit, la faisant presque disparaître.

En plus des droits de propriété bon marché et de la braderie des ressources naturelles, le gouvernement de la Colombie-Britannique a accordé à LNG Canada des concessions et des mesures directes de type payer les riches. Le premier ministre de la Colombie-Britannique, John Horgan, a annoncé que son gouvernement offre à LNG Canada une réduction des taxes sur le carbone et une exemption de la taxe de vente provinciale sur le matériel de construction et les autres investissements nécessaires pour construire le projet. Il a ajouté que la taxe spéciale du gouvernement précédent sur l'exportation du gaz naturel liquéfié (GNL) serait éliminée et que le tarif d'électricité de BC Hydro serait abaissé au taux industriel, qui est inférieur au prix de production et bien inférieur à la valeur de l'énergie en gaz naturel que le projet nécessiterait s'il n'utilise pas l'électricité de BC Hydro. Ce changement est important parce que la perte de revenus pour BC Hydro doit être compensée ailleurs, soit par des tarifs d'électricité plus élevés pour les clients résidentiels et les petites entreprises, soit par des emprunts.

Le stratagème pour payer les riches du gouvernement de Colombie-Britannique et son engouement pour le projet de LNG Canada expliquent en partie pourquoi le gouvernement a renversé son opposition antérieure au projet hydroélectrique du Site C de BC Hydro sur la rivière de la Paix dans le nord de la Colombie-Britannique, du temps où le NPD n'était pas encore le parti au pouvoir. Le Site C fournira au moins une partie de l'électricité nécessaire pour de futurs projets de GNL en Colombie-Britannique.



Le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) a étudié les économies réalisées dans le projet privé Woodfibre de GNL approuvé à Squamish, en Colombie-Britannique, auquel on a octroyé un tarif industriel plus bas pour l'électricité, à un prix inférieur au coût de production de l'électricité pour BC Hydro. Le montant économisé est encore une autre subvention publique accordée à l'entreprise privée pour payer les riches. L'électricité de BC Hydro sera utilisée dans les systèmes de commandes électriques pour alimenter les usines de GNL au lieu du gaz naturel. L'électricité de BC Hydro à un taux du marché est moins onéreuse que l'utilisation de gaz naturel et, avec le tarif industriel en vigueur, elle est encore moins chère. La différence dans le projet GNL de Woodfibre entre le paiement à un taux de marché fondé sur le prix de la production d'électricité et le paiement du tarif industriel inférieur est évaluée à 34 millions \$ par année. Le projet complet de 40 milliards \$ de LNG Canada, depuis l'extraction jusqu'à l'expédition, en passant par la liquéfaction, éclipse de loin le projet Woodfibre, de sorte que la subvention annuelle pour l'utilisation de l'électricité de BC Hydro serait beaucoup plus élevée.

Le CCPA écrit : « Le gouvernement de la Colombie-Britannique a publié un barème de prix de l'électricité pour le GNL à des prix inférieurs (86,55 \$ par MWh en 2023) au coût de l'électricité du site C (de 88 à 110 \$ par MWh). Si les projets de GNL vont de l'avant tels que prévus, le site C va perdre des dizaines de millions \$ par année (en plus des pertes subies avec le projet de GNL de Woodfibre). Les activités plus étendues de fracturation et de traitement du gaz naturel vont probablement bénéficier elles aussi de tarifs subventionnés.

« On ne tient pas compte ici des coûts d'infrastructure connexes des nouvelles lignes de transmission, comme la ligne de 230 kilovolts reliant Dawson Creek à la région de Chetwynd construite en 2016 au coût de 300 millions \$, spécialement conçue pour répondre aux besoins ponctuels de l'industrie du gaz naturel de la région. Au moins deux autres nouvelles lignes de transmission, longues et coûteuses, sont envisagées dans la même région faiblement peuplée, précisément pour alimenter en énergie l'industrie du gaz. »[1]

## Note

1.Extrait du mémoire du CCPA - « Revisiting the Economies Case for Site C » (Réexamen des économies associées au site C).

---

### À titre d'information

## **Octroi d'un contrat d'ingénierie-approvisionnement-construction (IAC) pour l'installation de GNL à Kitimat**

*Nikkei Asian Review*, une publication d'affaires japonaise, rapporte qu'un contrat d'IAC a été octroyé pour l'usine de liquéfaction et les installations d'expédition de LNG Canada situées à Kitimat, pour une valeur de 14 milliards \$. Le contrat va à un partenariat entre les deux conglomérats de construction, JGC du Japon et Fluor Corporation des États-Unis.

*Nikkei Asian Review* indique qu'un obstacle majeur au contrat d'IAC est survenu suite aux récents tarifs américains et canadiens de 45 % imposés aux aciers fabriqués en Chine, en Corée du sud et en Espagne et qui sont destinés à la construction. Les gros modules en acier autonomes

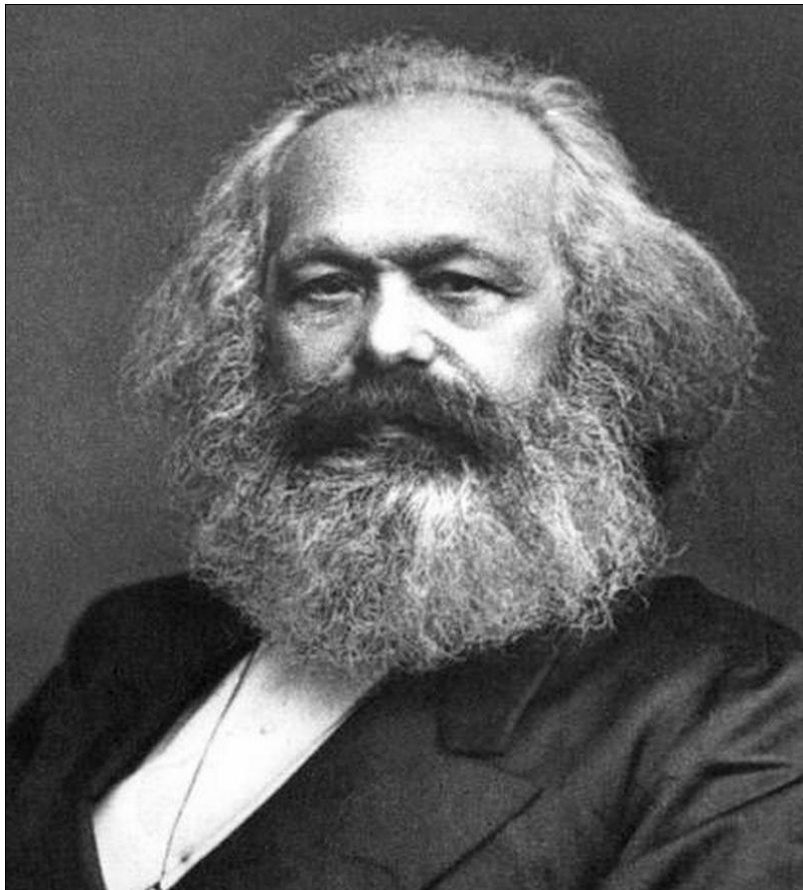


nécessaires aux usines de GNL ne sont pas fabriqués au Canada, mais en Asie et importés. Les barrières tarifaires sur l'acier pourraient ajouter des centaines de millions \$ au prix de production des modules. Plutôt que de faire construire les modules d'acier au Canada, LNG Canada aurait demandé une exemption aux tarifs du gouvernement fédéral.

---

### **Bicentenaire de naissance de Karl Marx**

**Le nom et l'oeuvre de Karl Marx vivront dans  
le coeur et l'esprit de millions de personnes  
qui aspirent à bâtir le Nouveau**



**5 mai 1818 - 14 mars 1883**

À l'occasion du 200e anniversaire de naissance de Karl Marx, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) se joint aux communistes et aux forces avancées du monde pour célébrer l'exemple et l'oeuvre de ce génie et grand dirigeant du mouvement ouvrier international.

L'humanité conservera toujours une grande admiration révolutionnaire et beaucoup de gratitude pour la vie et l'oeuvre de cet homme de génie, éducateur et dirigeant du prolétariat. Notre Parti demeure fidèle aux idées de Karl Marx qui, par leur développement et enrichissement constants, sont devenues le trésor du marxisme-léninisme, l'infailible base théorique de la pratique révolutionnaire de tout parti communiste digne de ce nom.

Beaucoup reconnaissent le marxisme comme un guide pour l'action. D'autres prétendent être marxistes mais sont en fait des apologistes du capitalisme et de l'ordre mondial néolibéral. Ils ne voient que la crise dans la crise économique mondiale et les autres crises de ce système. Ils ne voient pas, et ne veulent pas voir, la voie vers l'avant que révèlent les phénomènes qui naissent et qui passent. Ils ne voient pas et ne veulent pas voir que la lutte de classe qui s'aiguise dans les conditions de la crise conduit à une nouvelle époque historique fondée sur l'abolition de l'exploitation de l'être humain par l'être humain et de tous les maux qui l'accompagnent : anarchie, oppression, pauvreté, insécurité et guerres.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) se base sur les idées marxistes parce qu'elles reflètent les lois objectives du développement social. Elles constituent un guide pour la classe ouvrière dans sa lutte pour l'émancipation, et sont pour elle une grande source d'inspiration et une force spirituelle vitale pour atteindre ses objectifs. En plus de refléter les lois du développement social, elles sont une grande force matérielle pour transformer le monde. À mesure que s'exacerbe la lutte de classe et que s'aiguisent les contradictions de classe et les contradictions nationales, ces idées continuent d'être reprises par un nombre toujours plus grand de personnes. Et elles se développent et s'enrichissent dans le cours de la pratique révolutionnaire.



L'aboutissement de la lutte de classe et le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la révolution sont des questions fondamentales de la stratégie révolutionnaire. « L'essentiel, dans la doctrine de Marx, écrit Lénine, c'est qu'elle a mis en lumière le rôle historique mondial du prolétariat, comme bâtisseur de la société socialiste. »[1] Lénine soulignait lui aussi qu'il est toujours important d'établir « quelle classe se trouve au centre de telle ou telle époque, et détermine son contenu fondamental, l'orientation principale de son développement, les particularités essentielles de son cadre historique, etc. »

Marx a écrit :

« [...] en ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent. Des historiens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est : 1) de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production ; 2) que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3) que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes. »[2]

Lénine a qualifié d'expression la plus grossière de réformisme, la négation du concept du rôle

dirigeant de la classe ouvrière dans le mouvement révolutionnaire. En plaçant la classe ouvrière au centre de notre époque, il a décrit le principal contenu de cette époque comme étant la transition du monde du capitalisme au socialisme, et le caractère de la révolution comme étant prolétarien.

L'affirmation de Marx que le capitalisme n'a pas seulement donné naissance à la bourgeoisie, il a aussi donné naissance à la classe ouvrière qui est son fossoyeur, est cruciale pour ouvrir la voie au progrès de la société. Marx reconnaît que la classe ouvrière est cette force matérielle historique parce qu'elle a intérêt à mettre fin à toute exploitation de l'être humain par l'être humain et, ce faisant, mettre fin au retard, à la noirceur et à l'ignorance et ouvrir une étape complètement nouvelle du développement de la société, poursuivant sur la grande voie de la civilisation en créant une nouvelle époque historique.

Le développement du rôle dirigeant de la classe ouvrière, de son leadership dans toutes les affaires qui concernent la société demeure à ce jour la question décisive qui déterminera la victoire de la cause de l'humanité entière et changera la situation en sa faveur. Uniquement parler de la lutte de classe, reconnaître son existence et en faire la description, sans reconnaître où mène cette lutte de classe, présuppose que la bourgeoisie et la classe ouvrière continueront d'exister pour toujours comme deux classes opposées, la bourgeoisie en tant que classe dominante et la classe ouvrière en tant que classe opprimée. C'est précisément ce que la bourgeoisie veut faire croire à la classe ouvrière et à tous les opprimés. C'est pourquoi, bien qu'elle reconnaisse les classes et la lutte de classe, elle nie la marche en avant de la société : elle refuse d'analyser la situation et se contente de la décrire. Ou bien elle regarde la situation de manière fataliste, n'y voyant aucune issue possible, et prétend que les luttes des travailleurs et des larges masses du peuple ne mènent nulle part, ou bien elle présente les luttes spontanées de manière euphorique et les approuve pourvu qu'elles ne menacent pas le statu quo. Dans un cas comme dans l'autre, le résultat est le même. La bourgeoisie est prête à coexister avec ceux qui reconnaissent la lutte de classe pourvu qu'ils ne reconnaissent pas où elle mène et qu'ils n'organisent pas en fonction de cette reconnaissance.

Ce qui distingue les marxistes-léninistes de toutes les autres forces sociales, ce sont les objectifs qu'ils tiennent haut levés dans toutes les conditions et circonstances. Ces objectifs sont donnés par les conditions mêmes de la société. Ils sont l'expression consciente de la direction que prend la société et la tâche du Parti est d'amener la classe à faire siens ces objectifs, ce qu'il fait d'une façon pratique. Il fait de la classe ouvrière une combattante consciente pour sa propre émancipation, pour l'émancipation de la société tout entière et de toute l'humanité.

Le PCC(M-L) procède à partir du mouvement réel qui existe dans la société. Il n'exagère ni ne minimise un aspect ou un trait de la situation actuelle. Il tient compte de tous les facteurs à l'oeuvre : il n'oublie ni le côté objectif ni le côté subjectif du mouvement ; il tient compte du facteur conscient, le Parti et sa théorie, la pensée marxiste-léniniste contemporaine, et du rôle des masses en tant que celles qui font l'histoire. Hardial Bains, le fondateur et dirigeant de notre Parti jusqu'à sa mort en 1997, faisait remarquer :

« Karl Marx a découvert la loi du mouvement de la société et la loi spécifique du mouvement du mode de production capitaliste. C'est aussi à ces lois qu'obéit le mouvement dans le domaine des idées, de la science et de la théorie. Depuis que la société s'est scindée en deux classes irréconciliables, la bourgeoisie et le prolétariat, toutes les traditions de la science et des lumières sont devenues le propre du prolétariat, la classe qui a intérêt à abolir toutes les conditions de l'exploitation de l'être humain par l'être humain. En raison de la mission qui lui incombe, le prolétariat est la seule classe qui n'a pas de préjugé. La science a besoin de cette condition pour progresser.



**Hardial Bains, fondateur et dirigeant du PCC(M-L), rend hommage à Karl Marx au cimetière Highgate à Londres en 1983, à l'occasion du 100e anniversaire de la mort de Marx**

« Ce sont les découvertes de Karl Marx qui ont donné à la classe la conscience, qui lui ont montré son but, sur la base de la direction de la lutte de classe, la direction que prend la société, et qui lui ont montré comment atteindre ce but. Karl Marx était d'abord et avant tout un révolutionnaire. La science qu'il a créée possède à la fois le parti-pris prolétarien et un caractère révolutionnaire, et elle n'est donc d'aucune utilité pour la bourgeoisie. Pour être scientifique, pour être révolutionnaire, il est nécessaire d'être le continuateur de la grande voie de la victoire des plus grands idéaux de l'humanité. »[3]

Le PCC(M-L) aborde ce travail dans toute sa complexité et sa profondeur pour que la classe ouvrière soit munie de l'arme spirituelle qu'elle

trouve dans le marxisme-léninisme tandis que le marxisme-léninisme trouve son arme matérielle dans la classe ouvrière. La fusion de la théorie du marxisme-léninisme avec le mouvement ouvrier est l'un des plus importants facteurs dans la préparation du facteur humain/conscience sociale, qui est la condition matérielle nécessaire pour ouvrir la voie au progrès de la société.

C'est le Parti qui apporte cette conscience à toutes les sections de la société. Quand il parle du mouvement indépendant de la classe ouvrière, loin de réduire la portée du mouvement ouvrier, de le limiter à ce qu'on a tendance à appeler « les questions ouvrières », le Parti a à l'esprit son programme, que la classe ouvrière se constitue en la nation et investisse le peuple du pouvoir souverain. C'est le mouvement émancipateur de la classe ouvrière qui affranchit du même coup toute la société. Si la bourgeoisie présente la classe ouvrière comme une classe égocentrique aux objectifs étroits, les marxistes-léninistes ne défendent pas une position intéressée, leur position est la même qu'ils s'adressent à la classe ouvrière, aux jeunes, aux femmes ou à toute autre section de la société. La classe ouvrière n'a pas les possibilités d'influencer les affaires de la société d'une manière révolutionnaire si elle est séparée ou divorcée des problèmes de la société, si elle est indifférente aux problèmes de tous les exploités et opprimés et si elle reste à l'écart de la grande voie de la civilisation. La classe ouvrière ne peut avancer sur la grande voie de la civilisation simplement parce qu'elle est la classe ouvrière, elle doit avoir son avant-garde dans la forme d'un parti politique fiable et éprouvé qui place la lutte pour ouvrir la voie au progrès de la société sur la grande voie de la civilisation. Donc, cette avant-garde agit non pas en repoussant cette grande voie, mais en s'y engageant et en comptant sur la classe ouvrière en tant que force matérielle qu'a engendrée l'histoire pour la réalisation de cette tâche.

Aujourd'hui, le nom et l'oeuvre de Karl Marx vivent dans le coeur et l'esprit de millions de personnes qui aspirent à bâtir une société nouvelle. Ceux qui désirent organiser la classe ouvrière pour qu'elle assume son rôle dirigeant dans la construction de cette société auront toujours le marxisme comme guide pour l'action.





**Hardial Bains à un séminaire à l'occasion du 110e anniversaire de la mort de Karl Marx à la Bibliothèque commémorative Karl Marx à Londres le 5 septembre 1993**



**Hardial Bains au bureau de Lénine à la Bibliothèque commémorative Karl Marx à Londres en septembre 1993**

## Notes

1. Lénine, « Les destinées historiques de la doctrine de Karl Marx », *Oeuvres*, Tome 18, Éditions du progrès, Moscou, p. 60

2. « Lettre à J. Weydemeyer, 5 mars 1852 », *Marx et Engels, Correspondance*, Éditions du progrès, Moscou, 1971, p. 62

3. Hardial Bains, « La nécessité de la presse de masse du Parti », *Une semaine de célébrations*, Institut Marx, Engels, Lénine, Staline, Toronto, 1985



---

## Biographie de Marx

### - Friedrich Engels -

*Cette biographie de Karl Marx a été écrite par Friedrich Engels en juin 1877, six ans avant le décès de Marx le 14 mars 1883. Elle a été publiée dans l'almanach Volks-Kalender à Brunswick, en 1878, et traduite en français par le Bureau d'Éditions, Paris, en 1935. Elle est publiée sous le titre Karl Marx dans les Oeuvres choisies de Marx et Engels, aux Éditions du progrès, Moscou, en 1955.*

\* \* \*

L'homme qui a donné le premier au socialisme et, par suite, à tout le mouvement ouvrier contemporain une base scientifique, Karl Marx, est né à Trèves en 1818. Il étudia tout d'abord le droit à Bonn et à Berlin, mais il se consacra bientôt exclusivement à l'étude de l'histoire et de la philosophie et, en 1842, il était sur le point de se faire nommer chargé de cours de philosophie, lorsque le mouvement politique qui prit naissance après la mort de Frédéric-Guillaume III le fit se diriger vers une autre carrière. Avec sa coopération, les chefs de la bourgeoisie libérale de Rhénanie, les Camphausen, Hansemann et autres, avaient fondé à Cologne la *Gazette rhénane*<sup>[1]</sup>, et Marx dont la critique des débats de la Diète provinciale rhénane avait fait le plus grand bruit, fut appelé en automne 1842 à la direction de cette feuille. Naturellement, la *Gazette rhénane* était soumise à la censure, mais celle-ci n'en put jamais venir à bout.<sup>[2]</sup> La *Gazette rhénane* arrivait presque toujours à faire passer les articles qu'elle considérait nécessaires, on commençait par présenter au censeur le menu fretin à rayer jusqu'à ce qu'il finît par céder de lui-même ou qu'il y fût obligé par la menace de ne pas faire paraître le journal le lendemain. Avec dix journaux qui auraient eu le même courage que la *Gazette rhénane* et dont les éditeurs auraient voulu sacrifier quelques centaines de thalers en frais supplémentaires de plomb, la censure, dès 1843, aurait été rendue impossible en Allemagne. Mais les propriétaires de journaux allemands étaient des philistins mesquins, peureux, et la *Gazette rhénane* mena toute seule la bataille. À cause d'elle, de nombreux censeurs se virent relever de leurs fonctions. On finit par lui imposer une double censure : après la première censure, le journal était soumis encore une fois au préfet, qui devait le censurer définitivement. Mais tout cela ne servit de rien. Aussi, au début de 1843, le gouvernement déclara qu'il n'y avait rien à faire avec ce journal et il l'interdit sans plus de forme.

Marx, qui dans cet intervalle avait épousé la soeur de von Westphalen, le futur ministre réactionnaire, alla s'installer à Paris, où il publia avec A. Ruge les *Annales franco-allemandes*<sup>[3]</sup>, dans lesquelles il commença la série de ses écrits socialistes par une *Critique de la philosophie du droit* de Hegel. Puis il publia avec F. Engels la *Sainte Famille, contre Bruno Bauer et consorts*, critique satirique d'une des dernières formes dans lesquelles s'était égaré l'idéalisme philosophique allemand de cette époque.

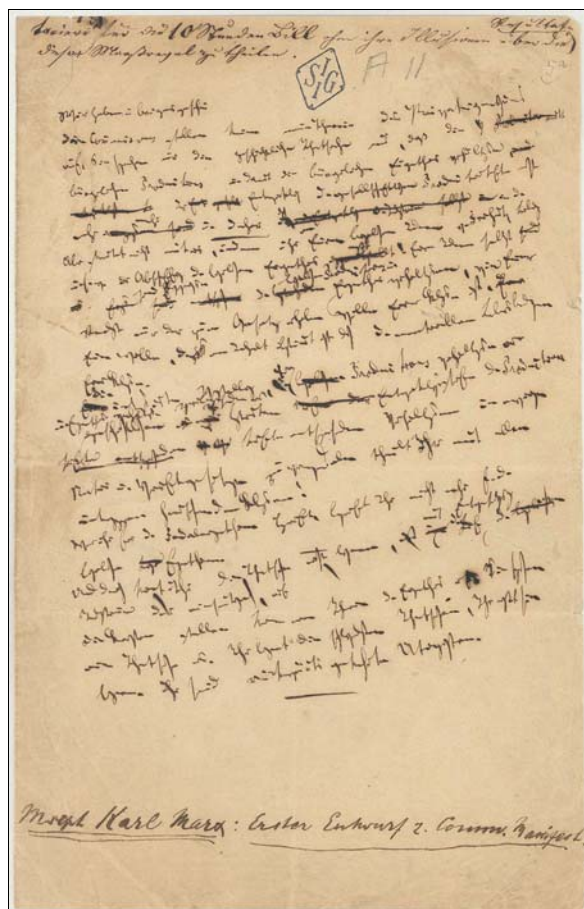
L'étude de l'économie politique et de l'histoire de la grande Révolution française laissait encore du temps à Marx pour s'attaquer à l'occasion au gouvernement prussien. Celui-ci s'en vengea en

obtenant du ministère Guizot au printemps de 1845 -- c'est M. Alexandre von Humboldt qui, dit-on, servit d'intermédiaire -- son expulsion de France[4]. Marx alla se fixer à Bruxelles et y publia en langue française, en 1847, *Misère de la philosophie*, une critique de la *Philosophie de la misère* de Proudhon et en 1848 un *Discours sur le libre-échange*. En même temps, il trouva l'occasion de fonder à Bruxelles une Association ouvrière allemande[5] et commença ainsi à faire de l'agitation pratique. Cette dernière devint encore plus importante pour lui à partir du moment où il entra avec ses amis politiques, en 1847, dans la *Ligue des communistes*, société secrète qui existait depuis de longues années. Toute cette institution en fut complètement bouleversée. L'association, jusqu'alors plus ou moins clandestine, devint une organisation ordinaire de propagande communiste restant secrète seulement lorsqu'elle ne pouvait faire autrement ; ce fut la *première* organisation du Parti social-démocrate allemand. La Ligue exista partout où se trouvaient des associations ouvrières allemandes ; presque dans toutes ces associations d'Angleterre, de Belgique, de France et de Suisse ainsi que dans un très grand nombre d'associations d'Allemagne, les dirigeants étaient des membres de la Ligue, et la participation de celle-ci au mouvement ouvrier allemand qui prenait naissance alors fut considérable. Mais en même temps notre Ligue fut aussi la première à mettre en relief le caractère international de tout le mouvement ouvrier et à prouver également ce caractère dans la pratique, car elle comptait parmi ses adhérents des Anglais, des Belges, des Hongrois, des Polonais, etc., et, à Londres en particulier, elle organisa des réunions ouvrières internationales.

La transformation de la Ligue s'accomplit dans deux congrès qui se tinrent en 1847 et dont le second décida de rassembler et de publier les principes du Parti dans un manifeste que Marx et Engels furent chargés de rédiger. C'est ainsi que prit naissance le *Manifeste du Parti communiste*, qui parut pour la première fois en 1848, quelque temps avant la révolution de Février, et qui depuis a été traduit dans presque toutes les langues européennes.

*Le Journal allemand de Bruxelles*[6] auquel Marx collaborait et dans lequel il dénonçait sans pitié la béatitude policière de sa patrie, avait de nouveau incité le gouvernement prussien à user de son influence pour faire pression en vue de l'expulsion de Marx, d'ailleurs vainement. Mais lorsque la révolution de Février provoqua, à Bruxelles aussi, des mouvements populaires et qu'un changement de régime en Belgique parut imminent, le gouvernement belge arrêta Marx sans plus de façon et l'expulsa. Dans cet intervalle, le gouvernement provisoire de France l'avait fait inviter par Flocon à revenir à Paris, et Marx se rendit à cet appel.

À Paris, il s'opposa avant tout au bluff qui se répandait parmi les Allemands et qui consistait à vouloir organiser en France les ouvriers allemands en légions armées pour aller en Allemagne faire la révolution et instaurer la République. D'une part, c'était à l'Allemagne à faire elle-même sa révolution ; d'autre part, chaque légion révolutionnaire étrangère qui se formait en France était à l'avance trahie par les Lamartine du gouvernement provisoire, lesquels la dénonçaient au



Une page du manuscrit original du *Manifeste du Parti communiste*



gouvernement qu'il fallait renverser, comme cela se produisit aussi en Belgique et dans le grand-duché de Bade.

Après la révolution de mars, Marx partit à Cologne où il fonda la *Nouvelle Gazette rhénane*, qui dura du 1er janvier 1848 au 19 juin 1849. Ce journal était le seul qui, au sein du mouvement démocratique d'alors, soutint le point de vue du prolétariat, notamment en prenant parti sans réserve pour les insurgés de juin 1848[7] à Paris, ce qui lui fit perdre presque tous ses actionnaires. C'est en vain que la *Kreuzzeitung*[8] signala le « cynisme monstrueux » avec lequel la *Nouvelle Gazette rhénane* attaquait tout ce qui était sacré, depuis le roi et le vicaire de l'Empire jusqu'au gendarme, et cela dans une ville prussienne fortifiée qui avait alors 8 000 hommes de garnison.

C'est en vain que les philistins libéraux de Rhénanie, devenus soudain réactionnaires, tempêtèrent, c'est en vain que l'état de siège proclamé à Cologne dans l'automne de 1848 entraîna une suspension prolongée de la feuille ; c'est en vain que le ministère de la Justice du Reich à Francfort dénonça aux fins de poursuites judiciaires articles sur articles au procureur de Cologne, le journal continua à être rédigé et imprimé en toute tranquillité en face du corps de garde principal, et sa diffusion et sa renommée ne firent que croître au fur et à mesure que les attaques du gouvernement et de la bourgeoisie devenaient plus violentes. Lorsque le coup d'État prussien éclata en novembre 1848, la *Nouvelle Gazette rhénane* invita le peuple, par un appel en tête de chaque numéro, à refuser les impôts et à riposter à la violence par la violence. Pour cet appel ainsi que pour un autre article, elle fut traduite au printemps de 1849 devant les jurés, qui l'acquittèrent par deux fois. Finalement, lorsque les insurrections de mai 1849 eurent été écrasées à Dresde et en Rhénanie[9], et lorsque la Prusse entreprit contre le soulèvement du Palatinat et du grand-duché de Bade une campagne où furent concentrées et mobilisées des troupes considérables, le gouvernement se crut assez fort pour recourir à la violence et il interdit la *Nouvelle Gazette rhénane*. Le dernier numéro, imprimé en rouge, parut le 19 mai.

Marx se rendit de nouveau à Paris, mais déjà quelques semaines après la manifestation du 13 juin 1849[10], il fut mis par le gouvernement français dans l'alternative de se fixer en Bretagne ou de quitter la France. Il prit ce dernier parti et alla s'installer à Londres, où il ne cessa depuis lors d'habiter.

On essaya en 1850 de poursuivre la publication de la *Nouvelle Gazette rhénane* sous forme de revue (à Hambourg)[11], mais au bout de quelque temps il fallut y renoncer, la réaction se faisant de plus en plus violente. Immédiatement après le coup d'État de décembre 1851 en France, Marx publia le *18 Brumaire de Louis Bonaparte* (New York 1852 ; 2e édition, Hambourg 1869, parue peu avant la guerre). En 1853, il écrivit ses *Révélations sur le procès des communistes de Cologne* (qui parurent d'abord à Bâle, ensuite à Boston, puis tout dernièrement à Leipzig).

Après la condamnation des membres de la Ligue des communistes à Cologne[12], Marx ne s'occupa plus d'agitation politique et se consacra, d'une part, pendant dix ans, à l'étude des riches trésors que renfermait la bibliothèque du British Museum en matière d'économie politique, et, d'autre part, à sa collaboration au *New York Tribune*[13] qui publia de lui, jusqu'au début de la guerre civile américaine[14], non seulement des correspondances signées, mais aussi de nombreux leaders sur la situation en Europe et en Asie. Ses attaques contre Lord Palmerston, appuyées sur l'étude approfondie des documents officiels anglais, furent réimprimées à Londres sous forme de pamphlets.

Le premier fruit de ses études économiques, qui durèrent de longues années, fut la *Contribution à la critique de l'économie politique*, premier fascicule, qui parut en 1859 (Berlin, Duncker). Cet ouvrage contient le premier exposé systématique de la théorie de la valeur de Marx ainsi que sa



théorie de la monnaie. Pendant la guerre italienne[15], Marx combattit, dans le journal allemand *Das Volk*[16] paraissant à Londres, le bonapartisme qui se donnait des allures libérales et jouait au libérateur des nationalités opprimées, ainsi que la politique prussienne d'alors qui cherchait à pêcher en eau trouble sous le couvert de la neutralité. À cette occasion il eut également à attaquer M. Karl Vogt, qui était alors à la solde de Louis-Napoléon et qui, sur les directives du prince Napoléon (Plon-Plon), faisait alors de l'agitation pour la neutralité, voire même pour la sympathie de l'Allemagne à l'égard du second Empire. Aux calomnies les plus infâmes et sciemment controuvées que Vogt entassa contre lui, Marx répondit par *Monsieur Vogt* (Londres 1860), ouvrage dans lequel il dévoila les Vogt et consorts de la bande impérialiste de faux démocrates, et où il démontra, par des preuves directes et indirectes, que Vogt avait été acheté par le second Empire. C'est ce qui fut confirmé exactement dix années plus tard ; dans la liste des pensionnés de Bonaparte trouvée aux Tuileries[17] en 1870 et publiée par le gouvernement de septembre[18], il y avait à la lettre V : « Vogt, à lui verser en août 1859... 40 000 francs ».

Enfin, en 1867, parut à Hambourg : *le Capital, critique de l'économie politique*, 1er volume, l'oeuvre principale de Marx, qui expose les fondements de ses opinions économico-socialistes et les traits principaux de sa critique de la société actuelle, du mode de production capitaliste et de ses conséquences. La deuxième édition de ce livre qui fait époque parut en 1872. L'auteur s'occupe actuellement de la préparation du deuxième tome.

Sur ces entrefaites, le mouvement ouvrier avait repris une telle force dans plusieurs pays d'Europe que Marx put songer à réaliser un désir qu'il nourrissait depuis longtemps : la fondation d'une association ouvrière groupant les pays les plus évolués de l'Europe et de l'Amérique, association qui devait pour ainsi dire incarner, aux yeux des ouvriers eux-mêmes comme aux yeux des bourgeois et des gouvernements, le caractère international du mouvement socialiste et encourager ainsi et fortifier le prolétariat en même temps qu'effrayer ses ennemis. Le 28 septembre 1864, une réunion publique, qui eut lieu à Saint-Martin's Hall à Londres en faveur de la Pologne, dont une nouvelle insurrection venait d'être durement réprimée par la Russie, fournit l'occasion de présenter la chose qui fut accueillie avec enthousiasme. L'Association internationale des travailleurs était fondée, un conseil général provisoire ayant son siège à Londres fut élu par l'assemblée, et l'âme de ce conseil général et de ceux qui suivirent jusqu'au congrès de La Haye fut Marx lui-même. C'est Marx qui rédigea presque tous les documents publiés par le conseil général de l'Internationale, depuis l'Adresse *inaugurale* de 1864 jusqu'à l'Adresse *sur la guerre civile en France* en 1871. Décrire toute l'activité de Marx dans l'Internationale, ce serait écrire l'histoire même de cette association, qui vit encore d'ailleurs dans le souvenir des ouvriers d'Europe.

La chute de la Commune de Paris mit l'Internationale dans une situation impossible. Elle était poussée au premier plan de l'histoire européenne au moment où toute possibilité d'action pratique couronnée de succès lui était partout enlevée. Les événements qui l'avaient élevée au rang de septième grande puissance, lui interdisaient en même temps de mobiliser ses forces combattantes et de les mettre en action sous peine de défaite inévitable et de refoulement du mouvement ouvrier pour des dizaines d'années. En outre, de différents côtés, des éléments se mettaient en avant, cherchant à exploiter à des fins de vanité personnelle ou de pure ambition le renom si soudainement accru de l'Association, sans compréhension de la véritable situation de l'Internationale ou sans en tenir compte. Il fallait prendre une décision héroïque, ce fut à nouveau Marx qui la prit et la fit triompher au congrès de La Haye. Par une résolution solennelle, l'Internationale déclina toute responsabilité pour les menées des bakouninistes, qui formaient le centre de ces éléments bornés et louches ; puis, vu l'impossibilité, devant la réaction générale, de satisfaire aux exigences plus élevées qui lui étaient assignées et de maintenir sa pleine activité autrement que par une série de sacrifices qui auraient fatalement saigné à blanc le mouvement ouvrier -- étant donné cette situation -- l'Internationale se retira provisoirement de la scène, en transférant son conseil général en Amérique. La suite des événements a prouvé combien cette

décision, alors et depuis souvent critiquée, était juste. D'une part, on coupait court à toute tentative de se livrer au nom de l'Internationale à des putschs inutiles ; d'autre part, la continuation de rapports étroits entre les partis ouvriers socialistes des différents pays prouva que la conscience de la communauté d'intérêts et de la solidarité du prolétariat de tous les pays, éveillée par l'Internationale, sait s'imposer aussi sans l'existence en forme d'une association internationale dont les liens étaient pour le moment devenus une chaîne.

Après le congrès de La Haye, Marx retrouva enfin la tranquillité et les loisirs nécessaires pour reprendre ses travaux théoriques. Espérons qu'il pourra sans trop tarder donner à l'impression le deuxième tome du *Capital*. Parmi les nombreuses et importantes découvertes par lesquelles Marx a inscrit son nom dans l'histoire des sciences, nous ne pouvons en souligner ici que deux seulement.

La première est la révolution accomplie par lui dans la conception générale de l'histoire mondiale. Toute la conception antérieure de l'histoire reposait sur cette idée que les raisons dernières de tous les changements historiques doivent être cherchées dans les idées changeantes des hommes et que, de tous les changements historiques, les plus importants, ceux qui dominent toute l'histoire, sont les changements politiques. Mais on ne se demandait pas d'où viennent les idées aux hommes et quelles sont les raisons déterminantes des changements politiques. Seule, la nouvelle école des historiens français et, en partie aussi, des historiens anglais en était venue à la conviction que, depuis le moyen âge au moins, la force motrice, dans l'histoire européenne, était la lutte entre la bourgeoisie, en voie de croissance, et la féodalité pour la domination sociale et politique. Or Marx démontra que, jusqu'à nos jours, toute l'histoire est une histoire de luttes de classe, qu'il ne s'agit dans toutes les luttes politiques, simples et complexes, que de la domination sociale et politique de classes sociales, du maintien de cette domination pour les classes anciennes et de la conquête du pouvoir pour les classes qui s'élèvent. Mais comment naissent et se maintiennent ces classes ? Toujours en vertu des conditions matérielles, tangibles, dans lesquelles la société à un moment donné produit et échange ce qui est nécessaire à sa vie. La domination féodale du moyen âge reposait sur l'économie de petites communautés paysannes se suffisant à elles-mêmes, qui produisaient presque tout ce dont elles avaient besoin, ignoraient à peu près l'échange et étaient protégées contre l'étranger par la noblesse belliqueuse qui leur conférait une cohésion nationale, ou du moins politique. Lorsque les villes grandirent et qu'il se forma une industrie artisanale distincte et un commerce d'abord purement national, puis international, la bourgeoisie urbaine se développa et, dans sa lutte contre la noblesse, conquit sa place dans le régime féodal en tant que classe sociale privilégiée. Mais la découverte de nouveaux continents, à partir du milieu du XVe siècle, fournit à la bourgeoisie les moyens d'étendre son activité commerciale et un nouveau champ pour son industrie. Le métier fut supplanté dans les branches les plus importantes par la manufacture qui, à son tour, fut refoulée par la fabrique grâce à la grande industrie devenue possible après les inventions du siècle dernier notamment de la machine à vapeur. Cette dernière, à son tour, réagit sur le commerce en supplantant dans les pays arriérés l'ancien travail à la main, en créant dans les pays plus évolués les moyens actuels et nouveaux de communication, les machines à vapeur, les chemins de fer et le télégraphe électrique. Ainsi la bourgeoisie concentrait de plus en plus entre ses mains les richesses et la puissance sociales, alors qu'elle resta longtemps encore écartée du pouvoir politique qui se trouvait entre les mains de la noblesse et de la royauté appuyée sur la noblesse. Mais à un certain degré de développement en France, par exemple, après la grande Révolution la bourgeoisie conquiert aussi le pouvoir politique et devint à son tour la classe gouvernante en face du prolétariat et des petits paysans. De ce point de vue tous les phénomènes historiques s'expliquent de la façon la plus simple si l'on a à chaque moment une connaissance suffisante de la situation économique de la société qu'ignorent complètement nos spécialistes de l'histoire. De même les concepts et les idées de chaque période historique s'expliquent de la façon la plus simple par les conditions de vie économiques de cette

période et par les rapports sociaux et politiques qui en dépendent. Pour la première fois l'histoire était posée sur son véritable terrain. Le fait tangible, mais jusqu'alors complètement négligé, que les hommes, avant tout, doivent manger, boire, s'abriter et se vêtir, c'est-à-dire *travailler* avant de pouvoir lutter pour le pouvoir, s'occuper de politique, de religion et de philosophie, ce fait tangible obtenait enfin droit de cité dans l'histoire.

Pour l'idée socialiste, cette nouvelle conception de l'histoire était extrêmement importante. Elle démontrait que toute l'histoire jusqu'alors se mouvait dans des antagonismes et des luttes de classes, qu'il y eut toujours des classes dominantes et dominées, exploiteuses et exploitées, et que la grande majorité des hommes fut toujours condamnée à un dur labeur et à peu de joie. Pourquoi cela ? Tout simplement parce qu'à toutes les étapes antérieures du développement de l'humanité la production était encore si faible que le développement historique ne pouvait se produire que sous cette forme antagonique ; que le progrès historique était au fond réservé à l'activité d'une petite minorité privilégiée, tandis que la grande masse restait condamnée à gagner par son travail ses maigres moyens de subsistance ainsi que ceux toujours plus abondants d'une petite minorité privilégiée. Mais cette étude de l'histoire qui explique de façon naturelle et raisonnable la domination de classe existante, explicable jusqu'ici par la seule méchanceté des hommes, conduit aussi à la conviction que, vu le développement si formidable atteint actuellement par les forces productives, il ne reste plus aucun prétexte, tout au moins dans les pays les plus avancés, de diviser les hommes en dominateurs et en dominés, en exploiters et en exploités ; que la grande bourgeoisie au pouvoir a rempli sa mission historique, que non seulement elle n'est plus capable de diriger la société, mais qu'elle est devenue un obstacle au développement de la production, comme le démontrent les crises commerciales, et principalement la dernière grande faillite, et la dépression de l'industrie dans tous les pays ; que la direction historique est passée au prolétariat, classe qui, en vertu de sa situation sociale, ne peut s'affranchir qu'en supprimant toute domination de classe, toute servitude et toute exploitation en général ; que les forces productives sociales, s'échappant des mains de la bourgeoisie, n'attendent que le moment où le prolétariat uni s'en emparera pour instaurer un régime qui permettra à tous les membres de la société de participer non seulement à la production, mais aussi à la répartition et à la gestion des richesses sociales et grâce à l'exploitation rationnelle de toute la production augmentera les forces productives sociales et leurs produits de façon à assurer à chacun dans des proportions toujours croissantes la satisfaction de tous ses besoins raisonnables.

La deuxième découverte importante de Karl Marx est l'explication enfin donnée des rapports du Capital et du Travail, autrement dit la démonstration de la façon dont s'accomplit l'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste au sein de la société actuelle, dans le mode de production capitaliste existant. Depuis que l'économie politique avait établi que seul le travail est la source de toute richesse et de toute valeur, on devait inévitablement se demander comment il se fait que le salarié ne reçoit pas toute la valeur produite par son travail et qu'il lui faut en abandonner une partie au capitaliste ? C'est en vain que les économistes bourgeois et les socialistes se sont efforcés de donner une réponse scientifique valable à cette question jusqu'au moment où Marx apparut avec sa solution. Cette solution était la suivante : le mode de production capitaliste actuel implique l'existence de deux classes sociales : d'un côté, celle des capitalistes, qui sont en possession des moyens de production et de subsistance ; de l'autre, celle des prolétaires qui, exclus de toute possession, ne peuvent vendre qu'une seule marchandise : leur force de travail, et qui, par conséquent, sont obligés de vendre cette force de travail pour obtenir des moyens de subsistance. Mais la valeur d'une marchandise est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire à sa production ainsi qu'à sa reproduction ; donc, la valeur de la force de travail d'un homme moyen pendant un jour, un mois, une année, est déterminée par la quantité de travail qui est incorporée dans la quantité de produits nécessaires à l'entretien de cette force de travail pendant un jour, un mois, une année. Admettons que les produits nécessaires à un ouvrier pour un jour

exigent six heures de travail pour leur production, ou, ce qui revient au même, que le travail qui y est incorporé représente une quantité de travail de six heures. Dans ce cas, la valeur de la force de travail pour un jour s'exprimera par la somme d'argent nécessitant également six heures de travail. Admettons encore que le capitaliste qui occupe notre ouvrier lui paie cette somme, c'est-à-dire la valeur totale de sa force de travail. Si l'ouvrier travaille six heures par jour pour le capitaliste, il rembourse complètement au capitaliste ses dépenses : six heures de travail pour six heures de travail. Mais alors il ne resterait rien pour le capitaliste. Aussi celui-ci, raisonne-t-il tout autrement : j'ai acheté, dit-il, la force de travail de cet ouvrier non pas pour six heures, mais pour toute une journée. Par suite, il fait travailler l'ouvrier, suivant les circonstances, 8, 10, 12, 14 heures, et même davantage, de sorte que le produit de la septième, de la huitième heure et des heures suivantes est le produit d'un travail non payé et s'en va dans la poche du capitaliste. Ainsi l'ouvrier au service du capitaliste, non seulement reproduit la valeur de sa force de travail payée par le capitaliste, mais produit encore la *plus-value* que le capitaliste commence par s'approprier et qui, ultérieurement, en vertu de lois économiques déterminées, se répartit sur toute la classe capitaliste et forme la principale source d'où découlent la rente foncière, le profit, l'accumulation capitaliste, en un mot toutes les richesses consommées ou accumulées par les classes oisives. Mais c'est la démonstration que les richesses acquises par les capitalistes actuels proviennent de l'appropriation d'un travail d'autrui non payé, tout comme celles des propriétaires d'esclaves ou des seigneurs féodaux qui exploitaient le travail des serfs, et que toutes ces formes d'exploitation ne se distinguent que par la diversité des façons de s'approprier le travail non payé. Mais c'était aussi chasser de leurs derniers retranchements les classes possédantes arguant hypocritement que le Droit et l'Équité, l'Égalité des droits et des devoirs, l'Harmonie générale des intérêts règnent dans l'ordre social actuel. La société bourgeoise d'aujourd'hui n'était pas moins démasquée que celles qui l'avaient précédée comme une institution gigantesque d'exploitation de l'immense majorité du peuple par une minorité infime, qui ne cesse de diminuer.

C'est sur ces deux faits importants qu'est fondé le socialisme scientifique moderne. Dans le deuxième tome du *Capital*, ces découvertes scientifiques et d'autres qui ne sont guère moins importantes concernant le système social capitaliste seront plus amplement exposées, et ainsi les côtés de l'économie politique qui n'ont pas été traités dans le premier tome seront l'objet d'un bouleversement complet. Puisse Marx être bientôt en mesure de publier ce deuxième tome.

## Notes

1. Le *Rheinische Zeitung für Politik, Handel und Gewerbe* (Gazette rhénane pour les problèmes de politique, de commerce et d'industrie), quotidien qui parut à Cologne du 1er janvier 1842 au 31 mars 1843. Marx collabora à ce journal à partir d'avril 1842 ; il en devint un des rédacteurs en octobre de la même année. Engels y collabora également.

2. « *Kölnische Zeitung* » (La Gazette de Cologne), quotidien allemand ; parut sous ce titre à Cologne à partir de 1802 ; pendant la révolution de 1848-1849 et à l'époque de réaction qui la suivit, il incarna la politique pusillanime et de la trahison de la bourgeoisie libérale prussienne. Après 1870, le journal fut lié au parti national libéral.

3. « *Deutsch-Französische Jahrbücher* » (Annales franco-allemandes), paraissait à Paris sous la rédaction de K. Marx et A. Ruge, en allemand. Seul le premier fascicule (double) vit le jour en février 1844. Y furent publiés les ouvrages de Marx : *Sur la question juive* et *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, et ceux d'Engels : *Esquisse d'une critique de l'économie politique* et *la Situation de l'Angleterre*. Thomas Carlyle « *Le passé et le présent* ». Ces ouvrages marquèrent le

passage définitif de Marx et d'Engels de la démocratie révolutionnaire au matérialisme et au communisme. Les divergences de principe entre Marx et le radical bourgeois Ruge furent la cause



principale de l'arrêt de la parution.

4. Le gouvernement français signifia un ordre d'expulsion à Karl Marx le 16 janvier 1845, à la suite de la pression exercée par le gouvernement de Prusse.

5. L' *Association ouvrière allemande* fut fondée par Marx et Engels fin août 1847 à Bruxelles pour propager les idées du communisme scientifique parmi les ouvriers allemands résidant en Belgique. Sous la direction de Marx, d'Engels et de leurs partisans, l'Association devint le centre légal de ralliement de tous les prolétaires révolutionnaires allemands résidant en Belgique. Les meilleurs éléments de l'Association faisaient partie de la section de Bruxelles de la Ligue des communistes. L'Association cessa ses activités après la révolution bourgeoise de février 1848 en France, après que ses membres aient été arrêtés et déportés par la police belge.

6. « *Deutsche Brüsseler-Zeitung* » (Journal allemand de Bruxelles), fondé par les émigrés politiques allemands à Bruxelles. Parut de janvier 1847 à février 1848. À partir de septembre 1847, Marx et Engels devinrent ses collaborateurs permanents et influèrent directement sur son orientation. Sous la direction de Marx et d'Engels, le journal devint l'organe de la Ligue des communistes.

7. Il s'agit de l' *Insurrection de juin*, héroïque action des ouvriers parisiens, elle se déroula les 23-26 juin 1848 et fut réprimée avec cruauté par la bourgeoisie française. Cette insurrection fut la première guerre civile où le prolétariat s'opposa à la bourgeoisie.

8. « *Kreuzzeitung* » (Journal de la Croix), surnom donné au quotidien *Neue Preussische Zeitung* (Nouveau journal allemand) à cause de la croix, emblème du Landwehr, figurant au titre ; parut à Berlin de juin 1848 à 1939 ; était l'organe de la clique contre-révolutionnaire de la Cour et des junkers prussiens.

9. Il s'agit de l'insurrection armée de *Dresde des 3-8 mai* et de celle en *Allemagne du Sud et de l'Ouest* en mai-juillet 1849, qui éclatèrent pour défendre la constitution d'Empire adoptée par l'Assemblée nationale de Francfort le 28 mars 1849, mais répudiée par plusieurs États allemands. Ces insurrections, isolées et spontanées furent réprimées vers la mi-juillet 1849.

10. Le 13 juin 1849, à Paris, le parti petit-bourgeois de la Montagne organisa une manifestation pacifique contre l'envoi de troupes françaises pour réprimer la révolution en Italie. La manifestation fut dispersée par la troupe. Plusieurs leaders de la Montagne furent obligés d'émigrer de France.

11. « *Neue Rheinische Zeitung. Politisch-ökonomische Revue* » (Nouvelle Gazette rhénane. Revue économique et politique), organe théorique de la Ligue des communistes, fondée par Marx et Engels ; parut de décembre 1849 à novembre 1850. Six numéros en tout.

12. Il s'agit du procès de provocation monté à Cologne par le gouvernement prussien contre onze membres de la Ligue des communistes (4 octobre-12 novembre 1852). Accusés de haute trahison sur la base de faux documents et témoignages, sept d'entre eux furent condamnés à des peines allant de trois à six ans de prison.

13. « *New York Daily Tribune* », journal bourgeois progressiste, publié de 1841 à 1924 Marx et Engels collaborèrent à ce journal d'août 1851 à mars 1862.

14. La *guerre de Sécession* (1861-1865) opposa aux États-Unis le Nord industriel et les États du Sud qui s'étaient soulevés contre l'abolition de l'esclavage ; en 1861, ils décidèrent de se séparer des États du Nord. Cette guerre fut le résultat de la lutte entre les deux systèmes sociaux différents : le système de l'esclavage et celui du travail salarié.

15. La *guerre italienne*, qui opposa la France et le Piémont à l'Autriche, fut déclenchée par Napoléon III en 1859, prétendument pour libérer l'Italie, mais en réalité pour conquérir des territoires et affermir le régime bonapartiste en France. Intimidé par l'envergure du mouvement de libération nationale en

Italie et afin de maintenir son morcellement politique, Napoléon III conclut une paix séparée avec l'Autriche. La Savoie et Nice furent rattachées à la France, la Lombardie à la Sardaigne, et Venise restait sous la domination autrichienne.

16. « *Das Volk* » (le Peuple), quotidien publié en allemand à Londres, du 7 mai au 20 août 1859, avec le concours personnel de Marx ; à partir de juillet Marx en fut en fait le rédacteur.

17. Le palais des Tuileries, qui n'existe plus, fut la résidence de Napoléon III.

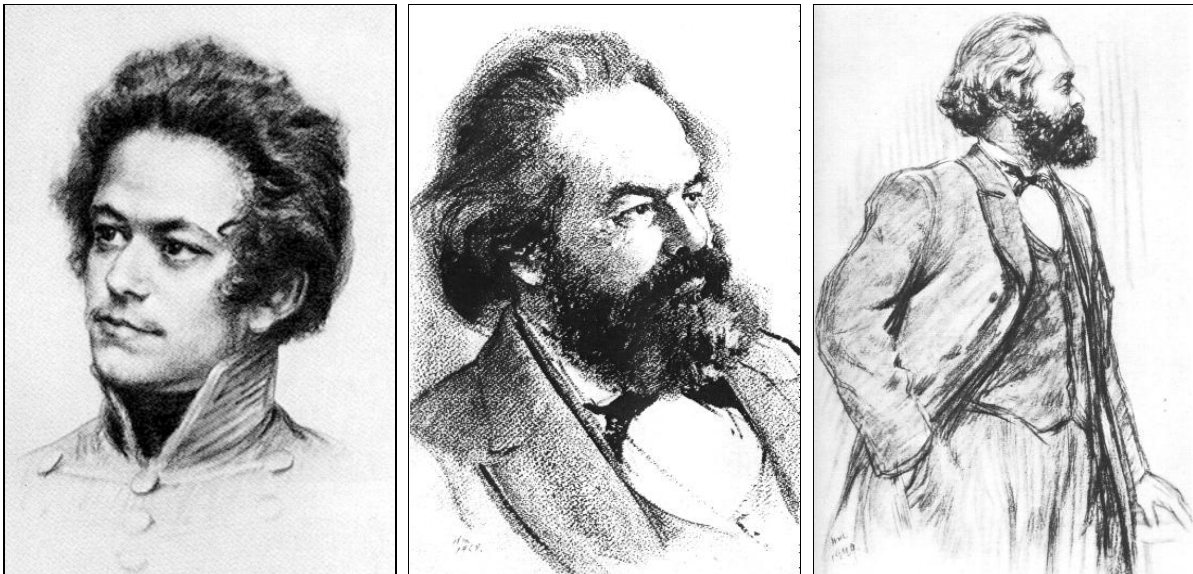
18. Le 4 septembre 1870 eut lieu un soulèvement révolutionnaire des masses populaires qui aboutit à la chute du Second Empire, à la proclamation de la République et à la formation d'un gouvernement provisoire, dont firent partie, outre les républicains modérés, des monarchistes. Ce gouvernement présidé par Trochu, gouverneur militaire de Paris, et dont l'inspirateur direct était Thiers, s'engagea dans la voie de la trahison nationale et d'une collusion avec l'ennemi extérieur.



---

## Oeuvres d'art et autres articles d'intérêt

### Portraits, peintures, dessins et photographies



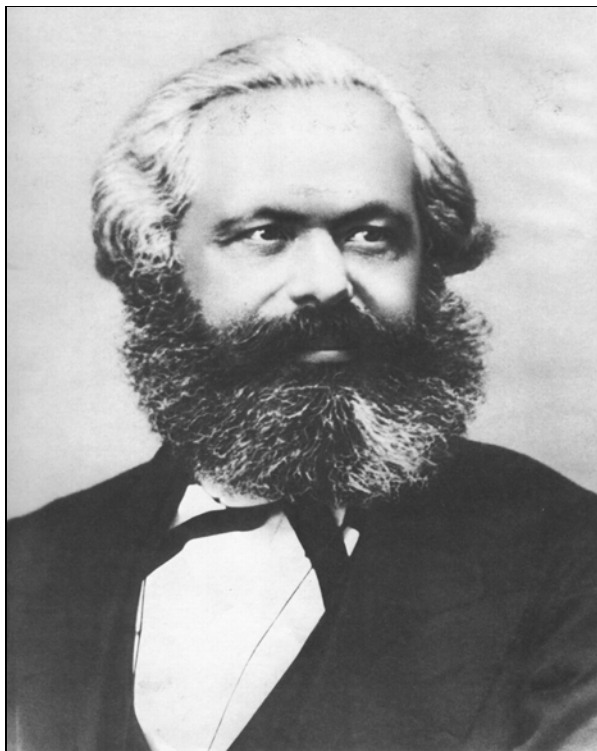
À gauche Marx en 1839 (I. Grinstein) ; au centre et à droite : Marx, vers 1830 (N. Khukov)



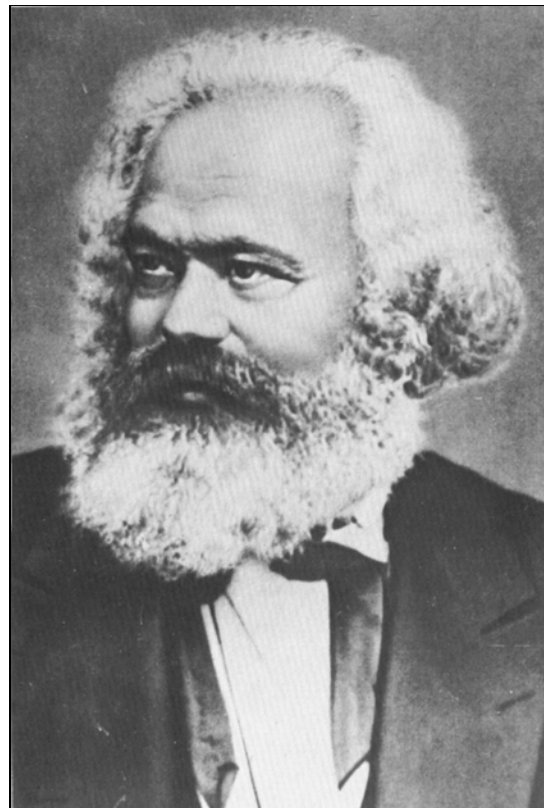
L'écrivain allemand Heinrich Heine rend visite à Karl et Jenny Marx à Paris, en 1844 (N. Zhukov).



À gauche : une des plus anciennes photos de Karl Marx, prise à Londres en 1861. À droite : une photo prise le 19 mai 1864 durant un voyage de quatre jours effectué par Friedrich Engels à Londres. On voit ici Engels en compagnie de Karl Marx et des filles de Marx, Jenny, Eleanor et Laura.

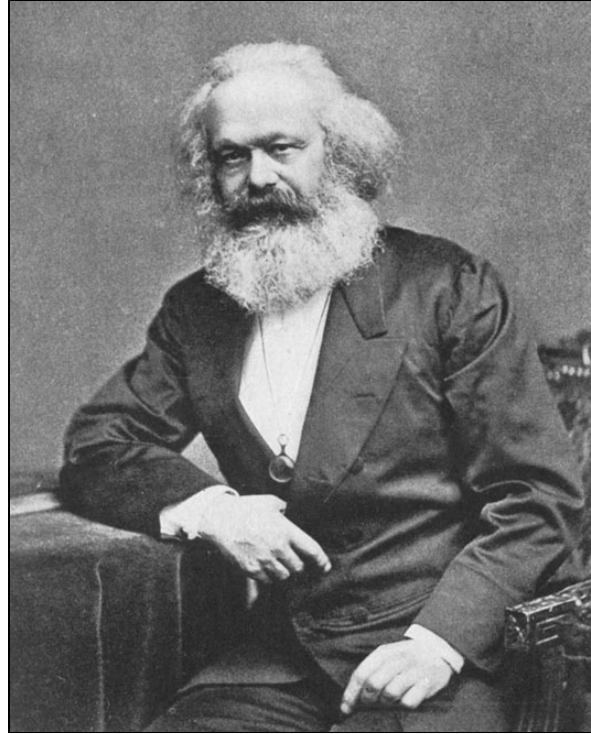
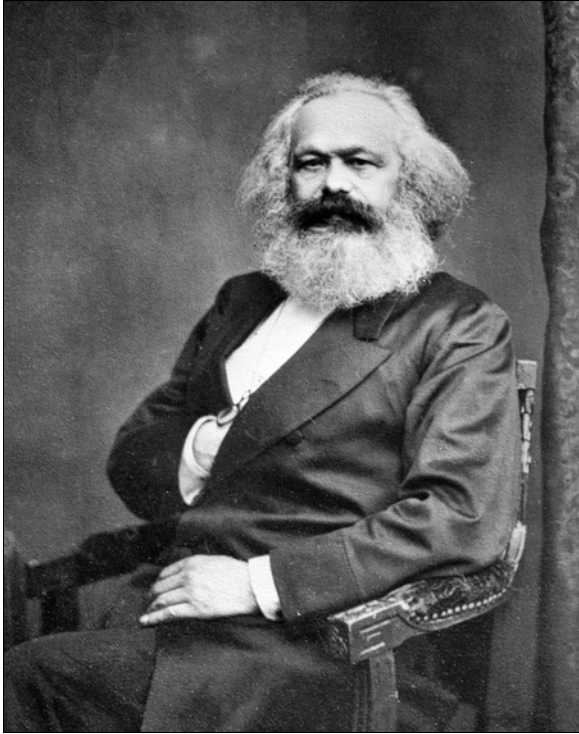


À gauche : Marx et son épouse Jenny von Westphalen à la station balnéaire de Margate, Angleterre à la fin de mars 1866. À droite : Marx, photographié à Hanovre en 1867, quelque temps après avoir remis à Hambourg le manuscrit de son oeuvre *Le Capital* (F. Wunder)

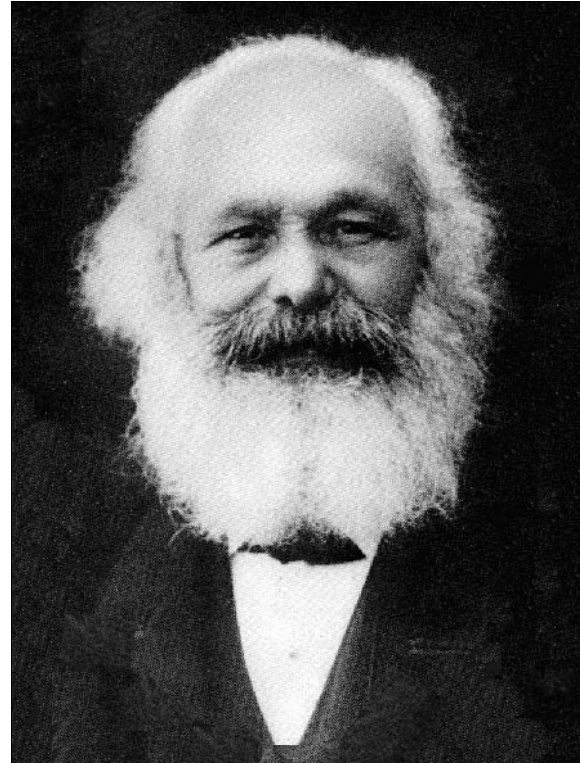
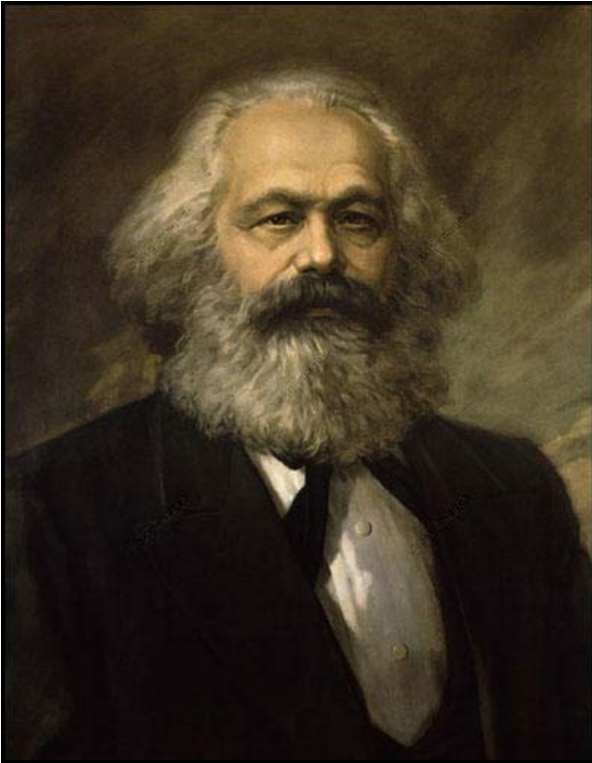


À gauche : Marx avec sa fille Jenny à Londres, 1869. Jenny porte la croix de l'insurrection polonaise de 1864, en signe de deuil pour les Fenians exécutés en novembre 1867 qui avaient combattu le régime britannique en Irlande. À droite : photo donnée par Marx à son ami Louis Kugelmann, été 1872.





**Marx à Londres en 1875 (*J. Mayall*).**



**À gauche : Marx, vers 1870 (*N. Gereljuk et P. Nararow*) ; à droite : une des dernières photos prises de Marx à Alger en 1882. Marx était tombé gravement malade et s'était rendu en Algérie sur les conseils de son médecin, où il a séjourné du 20 février au 2 mai 1882.**



## Illustrations de la vie et l'oeuvre de Marx



Karl Marx tient une discussion animée avec des travailleurs. (*artiste inconnu*)

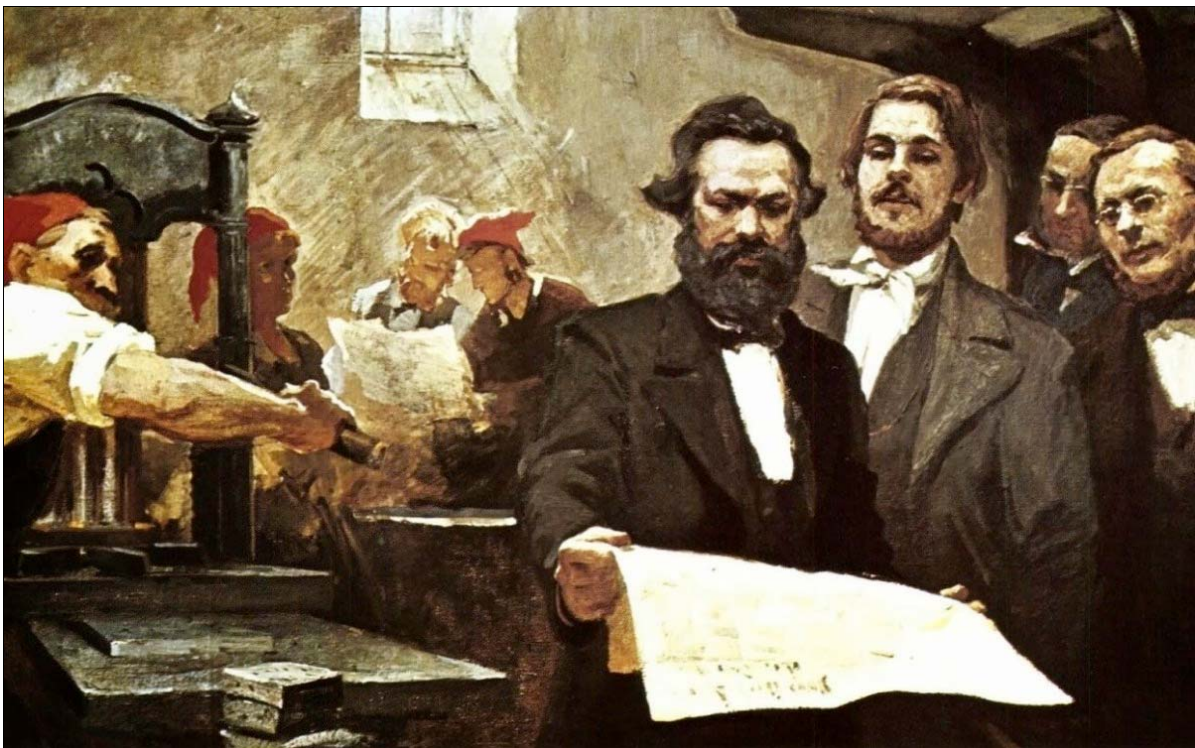


Marx et Engels parmi les travailleurs (*A. Venetsian*)





Marx et Engels travaillent sur le *Manifeste du Parti communiste* circa 1848. (V. Polyakov)



Marx à l'imprimerie de la *Neue Rheinische Zeitung* (artiste inconnu)

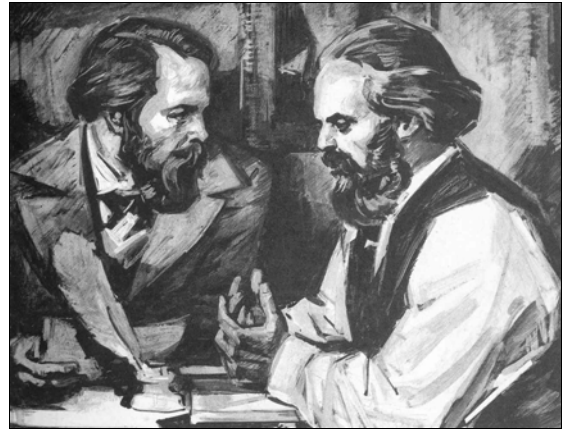


**L'arrestation à Bruxelles (N. Zhukov)**



**« Avant le lever du soleil » - Karl Marx et Friedrich Engels qui marchent la nuit à Londres.  
(M. Dzhanashvili)**

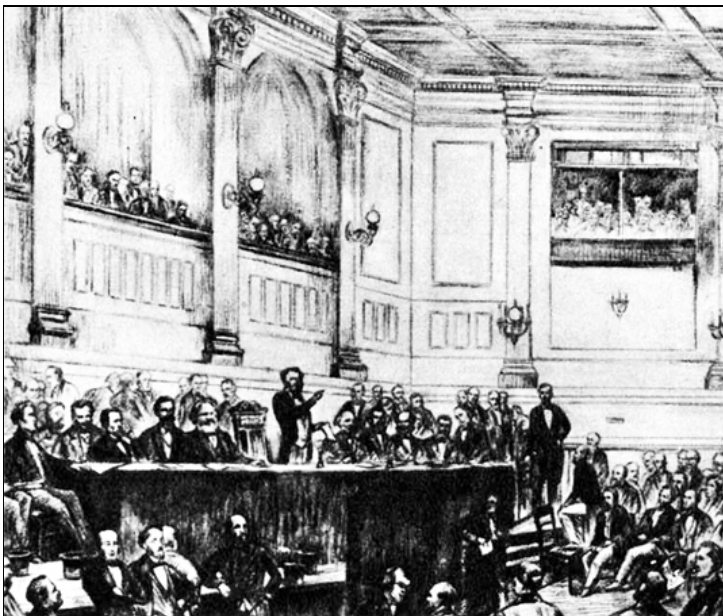




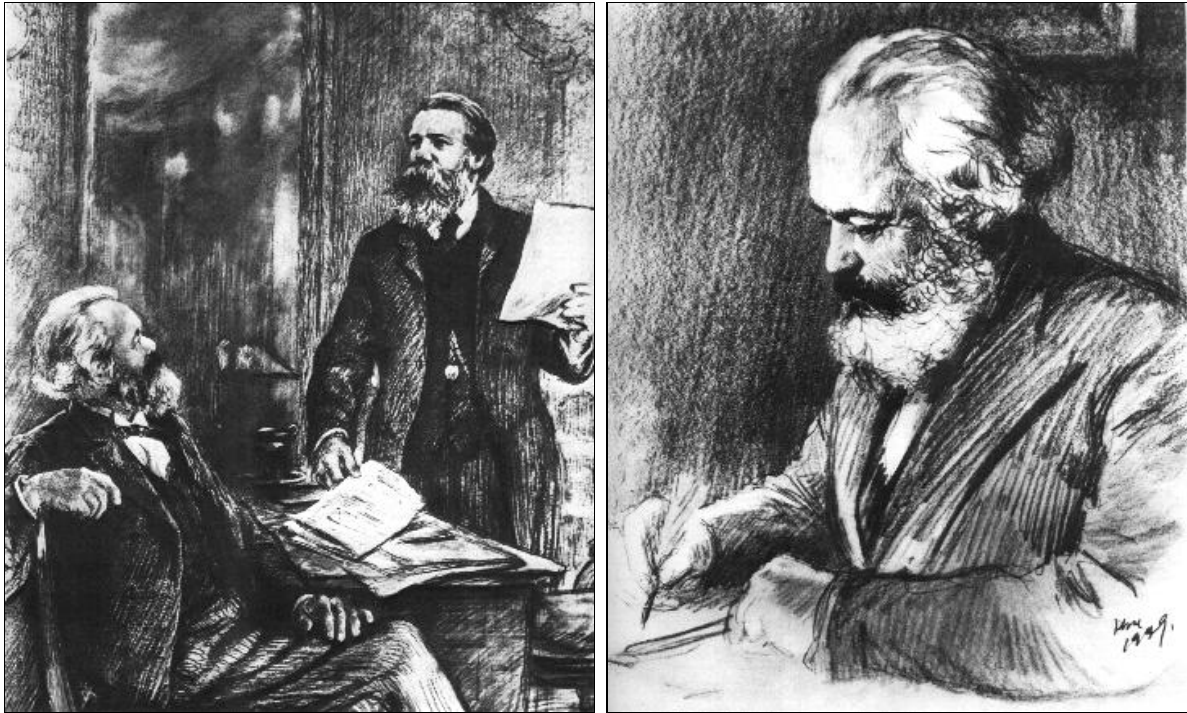
Marx et Engels (*artiste inconnu*)



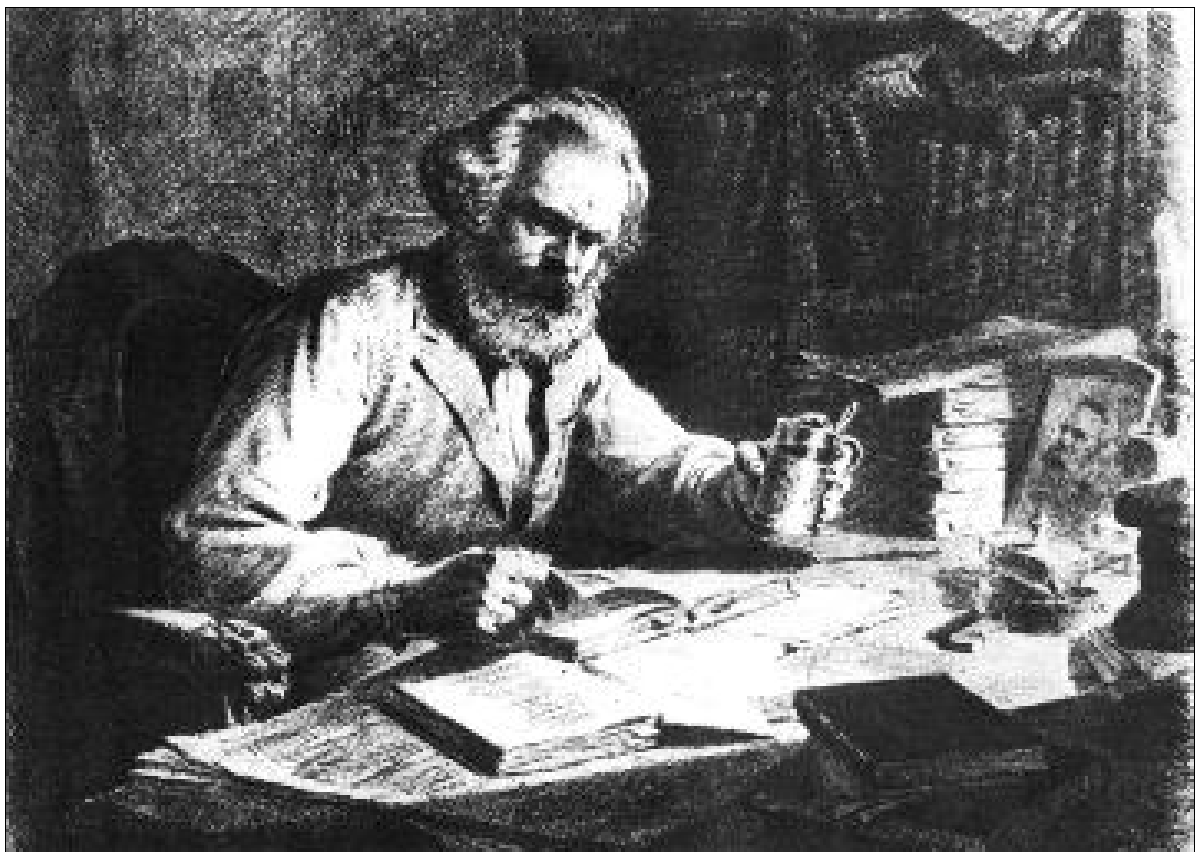
Marx prend la parole à une réunion de la Ligue communiste (*anonyme*)



Marx prend la parole à Londres. (*N. Zhukov*)

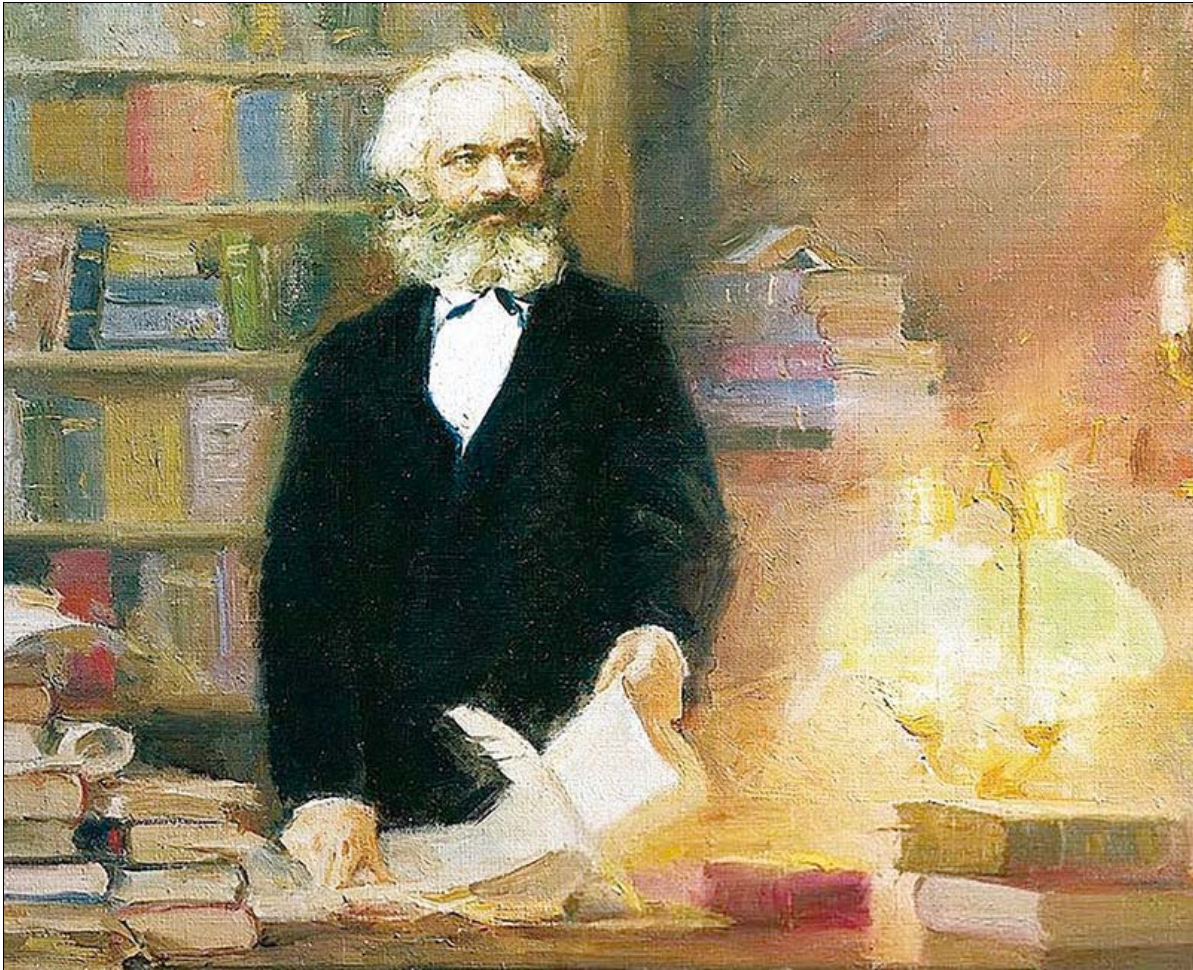


**Marx et Engels, vers 1870 (N. Zhukov)**



**(V. Lapin)**





Marx dans son étude, 1875 (détails de la peinture par Zhang Wun)



Marx sur une peinture murale de Diego Rivera au Palais national à Mexico (jd)



## Événements historiques du vivant de Marx



La révolution allemande de 1848, Berlin, 19 mars 1848 (*artiste inconnu*)



La révolution française de 1848, Paris, 1848 (*source inconnue*)





La barricade de la rue de Soufflot à Paris pendant la révolution française de 1848, le 25 juin 1848 (H. Vernet)



La cavalerie patrouille dans les rues de Paris lors du coup d'État de Napoléon III, le 2 décembre 1851. (artiste inconnu)





La barricade à l'intersection du boulevard Richard-Lenoir et du boulevard Voltaire pendant la Commune de Paris, 1871 (*B. Braquehais*)



Barricade à Paris, 1871 (*P.-A. Richebourg*)



## Endroits significatifs



Le lieu de naissance de Marx à Trèves, en Allemagne, aujourd'hui un musée (B. Werner)



La maison avec la porte rouge était le lieu de résidence de la famille Marx d'octobre 1856 à mars 1864, sur la terrasse Grafton à Londres.





La tombe de Marx au cimetière Highgate à Londres (*Paasikivi*).



La Bibliothèque commémorative Karl Marx à Clerkenwell Green à Londres. C'est un édifice historique fréquenté par Marx et plus tard par V.I. Lénine, qui est aujourd'hui le lieu d'événements politiques organisés par les communistes et autres organisations progressistes, et renferme une importante collection de documents historiques du mouvement communiste et ouvrier.



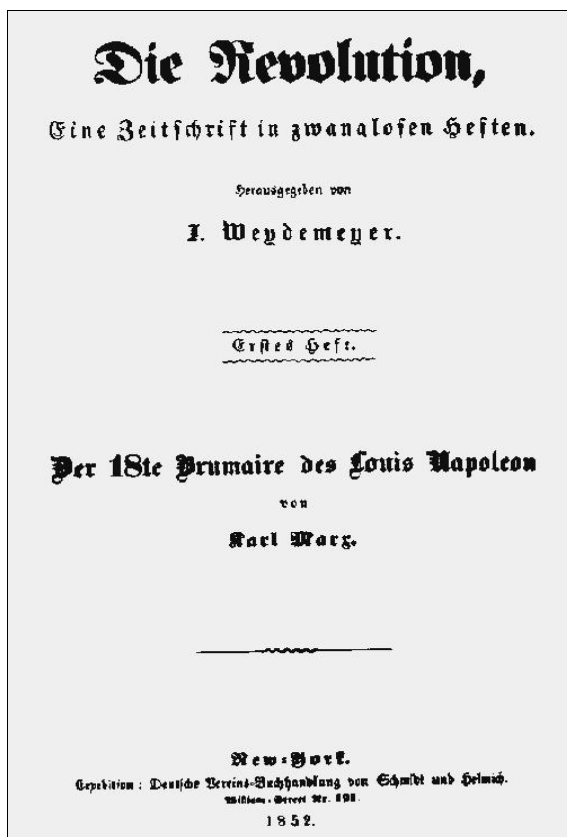
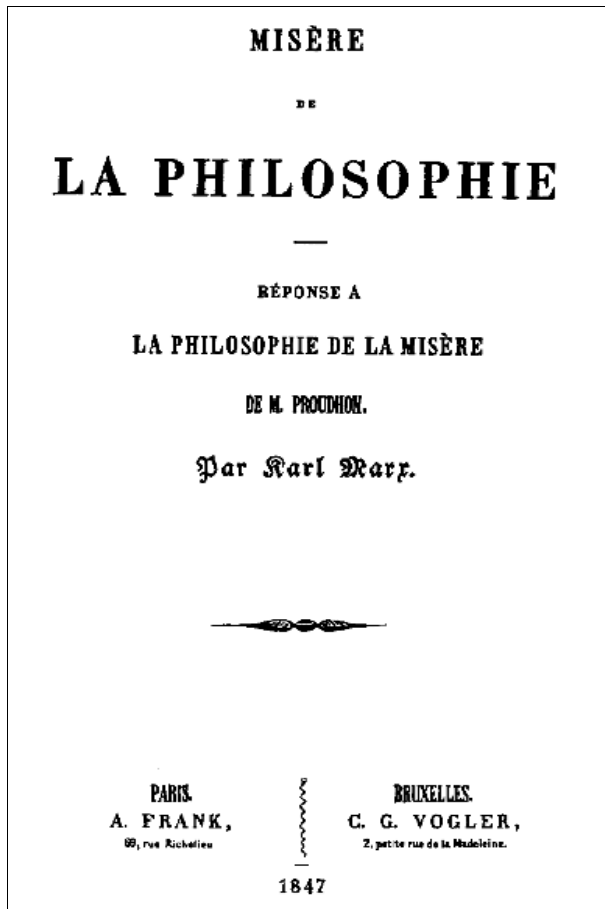


Le bureau de Lénine, conservé à la Bibliothèque commémorative Karl Marx, où il a travaillé sur l'Iskra (L'Étincelle) durant son exil à Londres.

## Des ouvrages parus



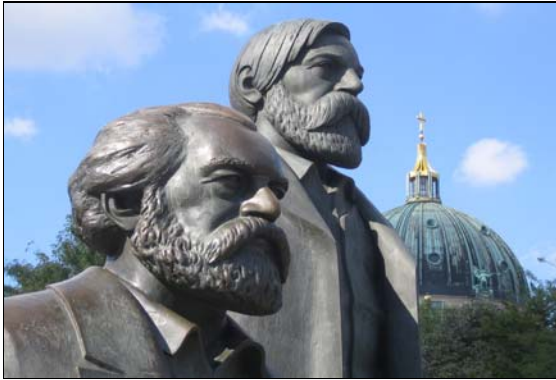
Les journaux Rheinische Zeitung et Neue Rheinische Zeitung, tous deux édités par Marx.



*Misère de la philosophie, 1847 ; Manifeste du Parti communiste, 1848 ;  
Le 18e Brumaire de Louis Bonaparte, 1857 ; Le Capital, 1867*



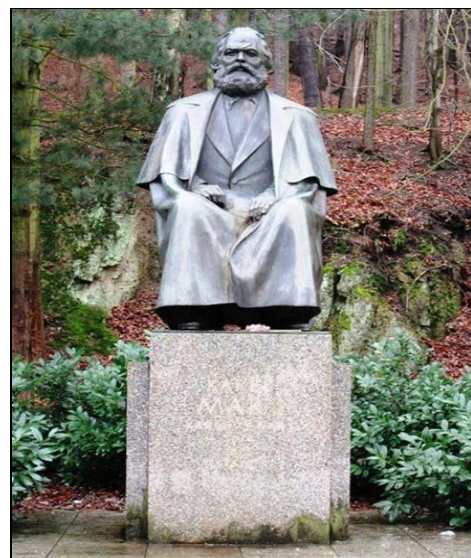
## Monuments dans le monde



Berlin, Allemagne

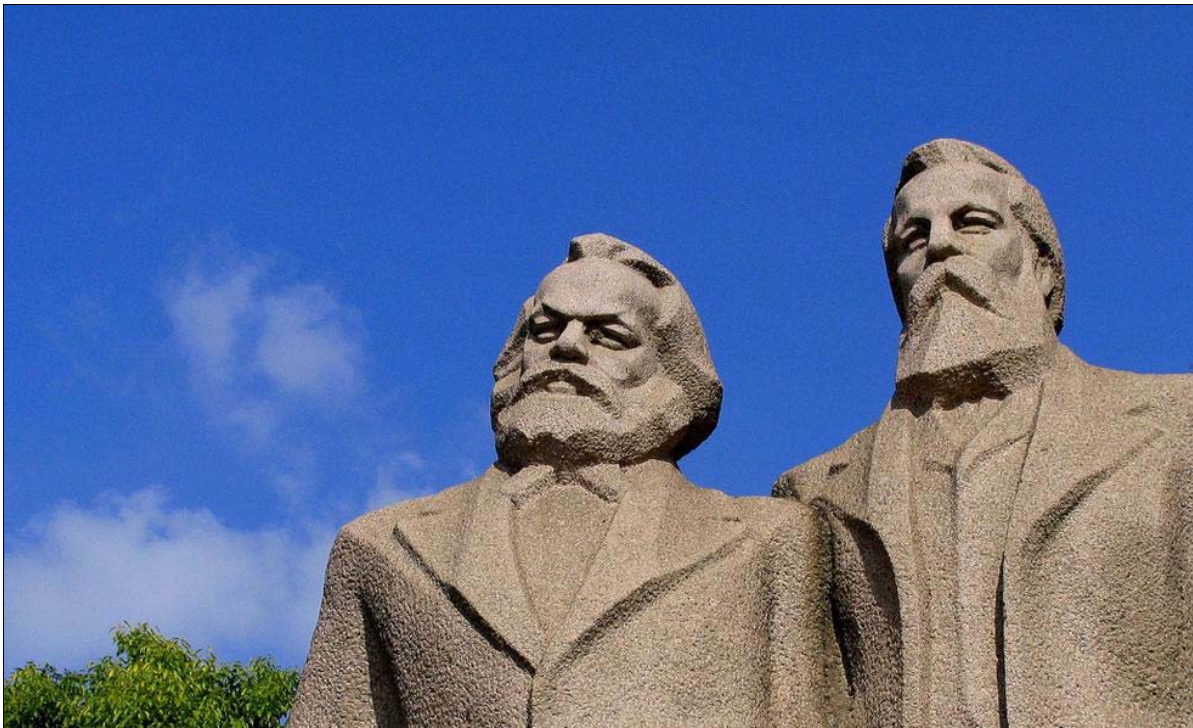


Moscou, Russie



En République tchèque à l'Université Corvinus (à gauche) et à Karlovy Vary





Shanghai, Chine



Théâtre Karl Marx, La Havane, Cuba



## Statue d'un artiste chinois dévoilée dans la ville natale de Marx



Une statue de Karl Marx est officiellement dévoilée le 5 mai 2018 dans la ville natale de Karl Marx à Trèves, Allemagne, pour célébrer le 200e anniversaire de sa naissance. La statue en bronze de 2,3 tonnes a une hauteur de 5,5 mètres. Elle a été créée par l'artiste chinois Wu Weishan, donnée à la ville en cadeau par la Chine.



---

## Vidéo: Bibliothèque commémorative et École ouvrière Karl Marx à Londres



---

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*  
Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)